



Le président Fayez al Sarraj à Alger

Pour un règlement positif de la crise libyenne

Alger semble être un passage incontournable pour une solution à la crise libyenne. Le président du GNA, Fayez al Sarraj qui est déjà venu en Algérie il y a un mois, revient dans le cadre des «concertations permanentes» et ce, quelques jours seulement après la venue du maréchal Khalifa Haftar qui semble enfin privilégier le dialogue.

Page 2

Partis islamistes

L'impossible entente

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), ne va pas rejoindre l'alliance politique créée, il ya quelques jours, par les deux partis islamistes, à savoir Ennahdha et le Front pour la justice et développement (FJD), de Abdallah Djaballah. Son président Abderrezak Makri a écarté toute alliance politique en prévision des prochaines élections législatives prévues au printemps 2017.

Page 3



Pas de signes de survivants

Crash d'un avion russe en mer Noire

Page 24

La police met en place un plan national

Fêtes de fin d'année sous haute sécurité

Page 4



Flambée des produits alimentaires

Hausse inquiétante des prix

Les prix des produits alimentaires ont connu une hausse quasi-générale durant le mois de novembre dernier, selon les chiffres officiels communiqués par le ministère du Commerce.

Page 5



Par Amine Bensafi

Il aurait été normal de faire le bilan de 2016 et tenter de voir, non pas ce qui est passé et ne sera plus, mais ce que nous laisse cette année comme perspectives pour l'année à venir.

On se rendrait compte rapidement alors que tout inventaire de ce qu'a traversé le pays en tant que tel n'a aucun sens ou, du moins, n'a rien d'opérant, si l'on fait l'impasse sur le contexte régional et international qui détermine in fine et la politique

Fin du «Printemps arabe» et nouvelle guerre froide

2017, l'année des choix stratégiques

extérieure et intérieure dans notre pays. Il serait impossible, par exemple, de ne pas voir ce que représente un événement comme la fin de la bataille d'Alep sur l'ensemble du Monde arabe et musulman auquel l'Algérie ne peut échapper. Un tournant qui confirme ce que l'on sait depuis qu'il était devenu évident que la Syrie n'est pas la Libye, que Bachar Al Assad ne quittera pas le pouvoir de la même façon de Mouamar Kadhafi. Car, finalement, la Syrie aura été le rocher sur lequel s'est brisé la vague du «Printemps arabe» ! Cette série de «révoltes» qui a ébranlé la Tunisie, l'Egypte, la Libye, le Yémen et la Syrie, sans compter les autres pays où l'onde de

choc a forcé les régimes en place à des réformes politiques inattendues, notamment le Maroc ou la Jordanie, est finalement bel et bien terminée. S'il y aura encore de l'instabilité, ça sera forcément sous de nouvelles formes et dans la foulée d'un cycle nouveau et, en tout cas, pour des raisons totalement différentes de ce qu'on a vu depuis un certain janvier 2011. Six ans, telle a été la durée de vie du «Printemps arabe» dont les tenants et les aboutissants appartiennent aux politologues et aux historiens afin d'en tirer les leçons ou de poursuivre leurs éternelles batailles idéologiques.

Page 5



Flambée des produits alimentaires

Hausse inquiétante des prix

Les prix des produits alimentaires ont connu une hausse quasi-générale durant le mois de novembre dernier, selon les chiffres officiels communiqués par le ministère du Commerce.



Par M. Ait Chabane

Les légumes, les fruits, le thé le sucre, le café, le lait en poudre, la semoule, les huiles, les légumes secs et le concentré de tomate, entre autres produits de première consommation, ont enregistré des hausses très importantes, pesant lourdement sur le panier de la ménagère et le pouvoir d'achat des Algériens. Concrètement, en ce qui concerne les produits d'épicerie, les prix moyens à consommateur se sont envolés pour le lait en poudre infantile (+12,6%), la levure sèche (+10,2%), les pâtes alimentaires (+8%), le concentré de tomate (+6,7%), le riz (+5,7%), le café (+4,3%), la farine conditionnée (+4,2%), le thé (+3,7%), le sucre blanc (+2,3%), les huiles alimentaires (+1,2%) et la semoule ordinaire (+0,3%). Par contre,

le lait en poudre pour adultes a enregistré une baisse de 1,2%. Concernant les légumes secs, à l'exception des prix des haricots secs qui sont restés stables, il a été enregistré une flambée pour les pois chiches (+54,5%), tandis que le prix des lentilles a enregistré une hausse de 2,7%. Pour les légumes frais, une diminution des prix a été observée pour l'oignon sec (-31,7%), la tomate fraîche (-16,2%), la pomme de terre (-16%) et l'ail local sec (-0,9%), alors qu'une forte hausse a marqué l'ail importé (+26,7%).

Concernant les viandes, les hausses ont touché le prix du poulet éviscéré (+14%) et de la viande bovine congelée (+0,6%), tandis que les prix ont diminué pour la viande ovine locale (-1,6%) et la viande bovine locale (-2%). En revanche, les œufs ont vu leur prix grimper de 30% en novembre 2016 par rapport au

même mois 2015. Selon les données du ministère du Commerce, de fortes disparités sont constatées par rapport à l'échelle des prix entre les différentes régions du pays. Cette situation est due aux habitudes alimentaires spécifiques à chaque région et à d'autres paramètres liés aux frais de transport des marchandises et aux spécialités agricoles des différentes wilayas, notamment en ce qui concerne la production des viandes et des légumes frais. Ainsi, le prix moyen de la pomme de terre était à 42 DA/kg dans la région de Blida en novembre dernier contre 55 DA à Ouargla (différence de l'ordre de 13 DA), alors que l'ail local coûtait 416 DA/kg sur les étals d'Annaba contre 568 DA à Alger (différence de plus de 150 DA). Idem pour les haricots verts qui valaient 110 DA/kg dans la région de Blida contre 149 DA à Alger (différence de 39 DA),

tandis que la carotte se vendait à 56 DA à Sétif contre 76 DA à Ouargla (différence de plus de 20 DA), l'oignon cédé à 34 DA/kg à Saïda contre 51 DA à Annaba (différence de 17 DA) et la tomate fraîche à 50 DA/kg à Sétif et Saïda contre 78 DA/kg à Ouargla (différence de 28 DA). Le kilogramme de pommes locales était cédé à 167 DA à Sétif et Blida contre 276 DA à Oran (différence de près de 110 DA). Les dattes ont été vendues à 279 DA/kg à Ouargla contre 549 DA à Sétif (une différence de 270 DA). Une différence qui s'explique également par l'absence de contrôle des marchés par les autorités habilitées, laissant libre champ à la cupidité des commerçants qui saignent à blanc les citoyens, notamment dans les grandes villes, à l'instar de la capitale, où la hausse des prix est beaucoup plus importante.

M.A.C.

Territoires palestiniens L'Algérie salue la résolution onusienne condamnant l'implantation de colonies israéliennes

L'Algérie a salué hier, par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution qui condamne l'implantation de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens, appelant la communauté internationale à «prendre des mesures d'urgence pour la mise en oeuvre effective de cette résolution». «Nous saluons l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution n° 2334 qui condamne l'implantation de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens», a précisé M. Benali Cherif dans une déclaration à l'APS.

Pour le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, «cette résolution historique constitue une étape majeure et positive qu'il importe de saluer et qui est à même, pour peu qu'il y ait une volonté internationale, de mettre un terme à l'entêtement de l'entité occupante dans l'implantation de colonies dans les territoires palestiniens et à son mépris flagrant des principes de la légalité internationale, du droit international et des résolutions onusiennes pertinentes».

Après avoir appelé la communauté internationale à «prendre des mesures d'urgence pour assurer la mise en oeuvre effective de cette résolution et mettre fin à toutes les formes d'exactions commises par l'occupant» et félicité l'Etat de Palestine, peuple et direction, pour cet acquis «important», M. Benali Cherif a réaffirmé le soutien «constant et inconditionnel» de l'Algérie «au peuple palestinien frère pour le recouvrement de ses droits légitimes, notamment son droit à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale».

APS

Selon un communiqué de la Nonciature apostolique Mgr. Paul Desfarges nommé nouvel archevêque d'Alger

Mgr. Paul Desfarges a été nommé, samedi par le Pape François, nouvel archevêque d'Alger, a indiqué hier un communiqué de la Nonciature apostolique en Algérie. Mgr. Paul Desfarges était, jusqu'à cette nomination, évêque de Constantine-Hippone et administrateur apostolique d'Alger. Né le 7 mai 1944 à Saint Etienne, de nationalité algérienne depuis 1982, il a fait sa première rencontre avec l'Algérie entre 1965 et 1967 durant l'accomplissement de son service national à titre civil comme enseignant dans une école des Pères blancs à Ghardaïa. De septembre 1976 à septembre 2006, il est resté à Constantine comme professeur de psychologie à l'Université. Il a été, pendant 21 ans, vicaire général de Mgr. Piroird, évêque du Diocèse de Constantine et Hippone, en s'occupant aussi de l'animation de retraites, accompagnateur spirituel en Algérie et dans divers pays arabes, directeur du Centre spirituel de Ben Smen à Alger, entre 2006 et 2008, Mgr. Paul Desfarges, qui parle très bien la langue arabe, a été aussi nommé, le 21 novembre 2008 comme évêque du Diocèse de Constantine-Hippone et administrateur apostolique d'Alger depuis le 23 mai 2015.

R. K.

Le président Favez al Sarraj à Alger

Pour un règlement positif de la crise libyenne

Par Sofiane Aït Mohamed

Alger semble être un passage incontournable pour une solution à la crise libyenne. Le président du GNA, Favez al Sarraj qui est déjà venu en Algérie il y a un mois, revient dans le cadre des «concertations permanentes» et ce, quelques jours seulement après la venue du maréchal Khalifa Haftar qui semble enfin privilégier le dialogue.

Hier, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye, Favez al Sarraj, qui a affirmé que sa visite en Algérie s'inscrit dans le cadre des «concertations permanentes», entre les deux pays, expliquera dans la foulée qu'elle a aussi pour objectif de parvenir à un «règlement positif» de la crise que traverse actuellement la Libye. Dans une déclaration au salon d'honneur à l'aéroport international Houari-Boumediène, M. al Sarraj a rappelé le rôle «efficace et constant» de l'Algérie ainsi que son soutien au gouvernement d'entente nationale libyen pour «le règle-

ment de la crise en Libye». Il a précisé qu'il évoquera lors de sa visite plusieurs dossiers avec les responsables algériens en vue de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines. Comme annoncé donc dans le communiqué du premier ministre, la visite sera consacrée à l'évolution de la situation et les efforts entrepris dans le cadre du règlement politique de la crise que connaît la Libye. Il sera également question de réitérer la position constante de l'Algérie qui soutient la dynamique de paix initiée dans ce pays, fondée sur la solution politique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale dans le respect de la souveraineté nationale de la Libye. L'Algérie qui a toujours œuvré pour une solution pacifique à la crise libyenne a clairement rappelé par la voix de son Premier ministre les efforts qu'elle a consentis pour une solution politique au conflit. «La crise en Libye constitue un défi majeur pour nos pays. L'Algérie a consenti des efforts et continue de le faire, pour rapprocher les vues et aller vers une solution politique, la seule à même de pré-

server l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de ce pays à travers un dialogue national et une réconciliation favorisant la mise en oeuvre des accords du 17 décembre 2015», avait déclaré M. Sellal qui avait reçu, il y a juste une semaine, le maréchal Haftar. Au cours de leur discussion, il a été rappelé que «la seule alternative reste la solution politique basée sur le dialogue inclusif inter libyen et la réconciliation nationale, ce à quoi œuvre l'Algérie en direction de l'ensemble des parties à la crise en Libye». La libération de Syrte semble avoir donc fait changer d'avis à Haftar dont «deux importantes milices», qui lui étaient loyales avaient rallié les forces gouvernementales. Pour l'émissaire onusien, Martin Kobler, «tous les problèmes de la Libye aujourd'hui sont liés à la situation sécuritaire». Et la seule issue, selon lui, «c'est une armée libyenne unifiée sous le commandement du Conseil présidentiel» du GNA. Au vu des derniers développements, l'on se dirige probablement vers cette issue.

S. A. M.

Partis islamistes

L'impossible entente

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), ne va pas rejoindre l'alliance politique créée, il y a quelques jours, par les deux partis islamistes à savoir Ennahdha et le Front pour la justice et développement (FJD), de Abdallah Djaballah. Son président Abderrezak Makri a écarté toute alliance politique en prévision des prochaines élections législatives prévues au printemps 2017.



Par Rachid Chihab

Dans une courte contribution publiée sur sa page Facebook, Makri a avancé plusieurs arguments pour tenter de justifier la position de sa formation politique qui ne va pas plaire à ceux qui croient encore à l'unification du courant islamiste en Algérie.

D'abord, il a estimé que son parti est suffisamment implanté dans les quatre coins du pays, ce qui le met à l'abri du besoin d'une alliance avec les autres. Autrement dit, il juge qu'une alliance avec d'autres partis islamistes n'apportera pas un plus à l'islam politique en Algérie. Il affirme dans ce cadre, que dans certaines wilayas, le MSP est la seule formation politique islamiste à avoir des structures. Ouvrir sa liste de candidature à d'autres partis ne changera rien à la donne

politique. "Il est illogique de contracter une alliance avec un parti qui n'existe pas", explique-t-il.

En outre, il craint qu'une grande alliance des partis islamistes provoque une réaction violente des adversaires de la mouvance islamiste en Algérie. Pour lui, la fusion de toutes les formations politiques islamistes, la présentation de ces dernières des listes communes comporte un risque majeur.

L'autre argument avancé par Makri consiste à minimiser l'importance d'une alliance politique lors des élections législatives. En d'autres termes, l'alliance pourra se faire à l'intérieur de l'Assemblée populaire nationale (APN). Le mode de scrutin actuel (la proportionnelle) ne favorise pas des alliances partisanes puisque les élections se tiennent en un seul tour.

Enfin, le leader islamiste

laisse la porte ouverte à des alliances lors des élections locales à venir, prévues vers la fin de l'année prochaine.

"Les alliances au niveau local sont plus proches de la réalité. Au niveau local l'alliance se fait sur la base d'un programme", dit-il, avant d'appeler les partis Ennahdha et le FJD à reprendre les négociations après les élections législatives. Tout compte fait, le MSP croit toujours en ses chances et, pour bien le dire, exagère sa force sur l'échiquier politique. Pourtant, les partis islamistes algériens, laminés et affaiblis par la division, ne constituent plus un poids électoral redoutable. Faut-il rappeler qu'au moment où des partis islamistes prenaient le pouvoir dans des pays voisins, en Algérie, des formations qui se revendiquaient de la mouvance islamiste n'ont pu, malgré une union quali-

fiée de "sacrée" dans le cadre de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) ayant rassemblée sous la même bannière le MSP, El Islah et Ennahda, s'imposer sur la scène politique. Une contre-performance qui donne à réfléchir sur l'ancrage populaire de ces partis en manque de vision et de présence sur le terrain. A l'image de bien d'autres formations politiques qui ne font leur apparition qu'à l'approche des échéances électorales. Mais le principal problème des partis islamistes algériens est la guerre de leadership, rendant toute entente quasiment impossible, sinon conjoncturelle. D'ailleurs, l'on apprend que Abdallah Djaballah, après son alliance avec Ennahda, tient à son statut de chef incontesté. Une condition sine qua non à un éventuel élargissement de cette entente.

R.C.

Consulat général d'Algérie à New York

Délivrance des cartes d'identité nationale biométriques

Le Consulat général d'Algérie à New York a lancé samedi l'opération de délivrance des cartes d'identité nationale biométriques au profit des membres de la communauté nationale établis aux Etats-Unis d'Amérique. L'opération concerne les membres de la communauté nationale titulaires d'un passeport biométrique parmi les 30 000 immatriculés dépendant de la circonscription du Consulat général à New York qui couvre 44 Etats sur les 50 que comptent les Etats-Unis, précise la représentation diplomatique dans un communiqué. Les citoyens peuvent se faire délivrer ces cartes directement auprès du Consulat général. Ceux qui résident dans les Etats éloignés, le Consulat leur accorde exceptionnellement la possibilité de demander une délivrance par courrier. Le lancement de l'opération a été accueillie favorablement par les citoyens qui y voient un véritable progrès réalisé par l'administration algérienne, saluant la simplicité des procédures de la demande et la rapidité de la réception des cartes au niveau du Consulat général. «L'opération marque ainsi une nouvelle étape franchie dans le processus de modernisation de l'administration algérienne, décidé par le gouvernement algérien», souligne le Consulat général. T. M.

Algérie-Japon

Renforcer davantage les relations bilatérales

L'Algérie et le Japon, qui célèbreront en 2017 le 55^{ème} anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, œuvrent à «renforcer davantage» leurs relations bilatérales, a indiqué, hier à Alger, le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères du Japon, Motome Takisawa.

«L'Algérie et le Japon œuvrent à renforcer davantage leurs relations bilatérales, d'autant que l'année 2017 connaîtra la célébration du 55^{ème} anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques», a déclaré M. Takisawa au terme d'une audience avec le ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

Dans ce sillage, M. Takisawa a indiqué avoir adressé une invitation à M. Lamamra pour effectuer une visite de travail au Japon en février 2017, au cours de laquelle «divers domaines, notamment économique, politique et sécuritaire, seront abordés».

R. N.

APN

Quel bilan de la septième législature ?

Par Leila Bensaid

Avant moins de trois mois de la fin de la septième législature, issue des législatives du 10 mai 2012, Saïd Lakhdari et Berabah Zebbar représentants du bureau de l'Assemblée ont défendu cette institution tout en faisant l'impasse sur les critiques de l'opposition parlementaire par rapport au refus de demande de mise en place de commissions d'enquête sur diverses questions nationales et la précipitation dans la programmation des projets de loi, notamment le mois de Ramadhan dernier.

Dans une conférence de presse tenue au siège de l'Assemblée populaire nationale hier, M. Zebbar a indiqué que 58 projets de lois ont été adoptés en cinq ans, donc, trois lois organiques, à savoir, le code électoral, la haute instance de surveillance des élections et loi régissant les relations entre les deux chambres du

Parlement et le gouvernement.

Par ailleurs, il a indiqué que six textes de loi programmés pour la session parlementaire en cours dont celui des Douanes qui sera examiné aujourd'hui, le projet de loi sur la santé qui est au niveau de la commission de la santé. Ce qui fait monter le bilan à 64 lois en plus du règlement intérieur de cette Institution.

S'agissant de ce texte, le conférencier a donné quelques détails, dont l'obligation de la présence des députés aux plénières et travaux des commissions et des détails sur les outils d'application de cette obligation sont en examen. Ce texte comprend aussi «l'obligation» de présentation de la déclaration de politique générale chaque année comme le stipule la dernière révision constitutionnelle. Selon M. Zebbar, les modalités d'obligation seront fixées dans le règlement intérieur de l'APN. Il est proposé aussi, la possibilité d'élargir le bureau de l'Assemblée à plus de

neuf vice-présidents en cas de «nécessité». La question des questions orales reste posée puisque, selon M. Zebbar, il y a eu 884 questions adressées au gouvernement depuis 2012 jusqu'au 21 décembre de l'année en cours, contre 400 réponses. Il a justifié ce phénomène par la programmation entre les deux chambres du Parlement concernant les questions écrites, il y a eu 1 811 questions et 1 480 réponses écrites. Selon M. Lakhdari, plus de 300 questions ont été transférées par leurs auteurs aux questions écrites.

Zebbar a parlé de 50 sorties sur le terrain durant cinq années et 30 journées parlementaires en plus du travail diplomatique de l'Assemblée, notamment dans le cadre de la commission parlementaire commune Algérie-Union européenne et possibilité dans l'avenir d'avoir un statut avancé d'observateur dans le Parlement européen. Par ailleurs, il a cité un nombre

important de projets de loi en conformité avec les nouvelles dispositions de la dernière révision constitutionnelle qui n'ont pas été soumis encore au Parlement dont les textes relatifs aux associations, le travail, la justice, le Code pénal, la Cour suprême, la langue amazighe, le Code de la famille, le Conseil de comptabilité, les manifestations dans les lieux publics et autres textes. Interrogé sur l'absence de commissions d'enquête au niveau de l'Assemblée, Lakhdari a défendu le principe de la séparation des pouvoirs, ajoutant que quand une affaire est en justice, personne ne peut intervenir. Zebbar et Lakhdari ont démenti l'existence de précipitation dans la programmation des lois. Concernant les initiatives portant proposition de lois par les députés, M. Zebbar a indiqué qu'il y a eu cinq initiatives examinées par le bureau de l'APN qui a la prérogative de refuser des propositions pour non-conformité de la forme. Il a

reconnu que les députés ont besoin d'accompagnement de conseillers en législation, sachant que son collègue, M. Lakhdari a remis en cause implicitement les compétences des députés pour proposer des lois avant de se rétracter en soulignant que «personne ne peut remettre en cause le niveau scientifique de l'Assemblée» dont «le président est connu pour son bagage scientifique». Enfin, le président de l'Assemblée, Larbi Ould Khelifa a fait son apparition dans la salle de conférences. Il dira que l'APN est une institution «nationale et n'est contre personne», ajoutant que le gouvernement est une partie et l'APN ne ferme pas l'œil sur son travail. «Parfois, il y a des questions difficiles adressées aux ministres et le député a, avant tout, un mandat national».

Interrogé sur le bilan de l'APN, il dira qu'il y a des aspects «positifs comme il y a eu aussi des aspects négatifs».

L.B.

La police met en place un plan national

Fêtes de fin d'année sous haute sécurité

Un dispositif de sécurité renforcé pendant la période des fêtes. A l'occasion des fêtes de fin d'année, les services de sécurité mobilisent l'ensemble des moyens préventifs et dissuasifs afin qu'elles se déroulent dans des conditions optimales de sécurité pour tous les Algériens.



Par Karima Nacer

Les Algériens, à l'instar de tous les pays du monde, ne manquent l'occasion pour célébrer l'avènement du Nouvel An. Durant cette période de grande mobilité des gens, qui coïncide également avec la période des vacances scolaires, les services de sécurité affirment avoir mis en place un dispositif de prévention et de sécurisation renforcé pour sécuriser le réveillon 2017. En effet, la Dgsn a mis en place un plan national de sécurité et des mesures préventives englobant plusieurs endroits fréquentés par les citoyens. Des zones urbaines aux stations de transport, passant par les axes routiers et les lieux publics, tous ont été renforcés par les éléments de la Sûreté nationale pour

assurer la sécurité de ces derniers, a précisé la Dgsn dans un communiqué rendu public hier.

Le plan consiste en un déploiement renforcé d'effectifs d'agents de police pour assurer la sécurité des lieux de cultes, des places publiques, des lieux de divertissement, des hôtels ainsi que des places fréquentées par les touristes, a indiqué dans un communiqué Amar Larroum, commissaire divisionnaire et directeur de la communication de la Dgsn.

Les forces de police se sont aussi engagées dans la sécurisation des zones commerciales et des centres-villes. Des mesures de sécurité nécessaires et mises en œuvre pour des raisons de prévention. Le plan de la police assurera aussi la sécurité au niveau de plusieurs stations de

transport tels que les aéroports, les gares routières et ferroviaires ainsi que le métro. Celui-ci renforcera, également, les points de contrôle routier par des moyens techniques et des radars de contrôle de vitesse, a assuré le même responsable. Les moyens utilisés dans le cadre de la mise en application du plan national de sécurité seront appuyés par des hélicoptères de l'unité aérienne de la Sûreté nationale, de la télésurveillance permettant la gestion du trafic routier, a ajouté M. Amar Larroum.

Aussi, les policiers assureront pendant les fêtes une présence visible sur les réseaux routiers et intensifient leurs contrôles en matière de vitesse et d'infractions. Afin de sensibiliser sur les dangers de l'insécurité routière, qui à ce jour continu de causer des mil-

liers de victimes, la Dgsn appelle à cet égard, à une vigilance redoublée en cette période d'importants flux de circulation et de risques liés à la météorologie. Selon la Dgsn, ces derniers doivent impérativement faire preuve de vigilance, de suivre les règles d'une conduite raisonnable et se plier au respect du Code de la route, a ajouté l'officier de police.

En somme, il est à savoir que les services de police sont mobilisés 24h/24 pour assurer la permanence aux postes de police. Un service destiné au profit des citoyens spécialement afin de répondre à leurs besoins sur le numéro vert 1548 et le 17. Ces derniers peuvent aussi contacter les services de sécurité via les réseaux sociaux et ce, en consultant leurs pages Facebook et twitter, a conclu le responsable. **K. N.**

Sensibilisation contre le tabagisme en milieu scolaire

Lancement prochain d'une expérience pilote

Une expérience pilote de sensibilisation sur les méfaits du tabagisme en milieu scolaire sera lancée, début janvier 2017, dès la fin des vacances d'hiver, au niveau d'une école primaire de la nouvelle ville Ali Mendjeli de Constantine, a-t-on appris, samedi, auprès de l'association

Waha d'aide aux malades du cancer.

Première du genre à l'échelle nationale, cette expérience initiée par l'association Waha sera concrétisée en collaboration avec le corps enseignant de l'école n°33 de l'unité de voisinage (UV) 17 de Ali Mendjeli, a affirmé, à l'APS, Ahmed Zemouli, vice-président de l'association, précisant que ce projet pilote a été "validé" par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit.

Erigeant la protection de la santé des citoyens contre la menace représentée par les composants du tabac comme "un axe fondamental" de son activité, Waha vise à travers ce projet de sensibilisation, à "prévenir l'initiation au tabagisme" chez les enfants par le truchement d'une approche en "symbiose" avec les matières enseignées, a-t-il indiqué.

M. Zemouli atteste, à ce sujet, que six (6) fiches pédagogiques communes à l'association et à la direction de l'éducation (DE) de Constantine, comportant un certain nombre d'éléments qui seront "intégrés" dans les cours enseignés, ont été transmises, le 20 décembre 2016, à l'inspection générale de la pédagogie du ministère de l'Education nationale, laquelle après étude des fiches en question, décidera si celles-ci pourraient être "incluses le plus normalement possible" au programme scolaire.

Insistant sur le fait que ces fiches pédagogiques sont le résultat des "efforts combinés" de l'association Waha et des enseignants de l'école primaire n°33 en collaboration avec des inspecteurs de l'éducation, il a souligné que l'objectif est d'expliquer aux élèves de 4ème année primaire précisément, les dangers du tabagisme sur la santé et ce, de manière "régulière et continue".

M. Zemouli a fait savoir, dans cette optique, que le choix de la 4ème année primaire est loin d'être fortuit, mais plutôt "soigneusement étudié", arguant l'existence dans le programme scolaire de l'année en question, d'une leçon sur la respiration et qui représente notamment une "opportunité" pour le corps enseignant de "véhiculer" le message relatif aux méfaits du tabagisme, d'autant que la relation de cause à effet entre tabac et risque de cancer est vérifiée.

Outre le cours sur la respiration, les enseignants de 4ème année primaire de l'établissement ciblé aborderont également les effets de la fumée sur le corps en sciences, les composants de la fumée en sciences et en dessin, le cas de la bouteille fumeuse avec des travaux pratiques, le coût du tabac en mathématiques, ainsi qu'une étude de texte sur les dangers du tabac au cours de la séance de Français, a-t-on encore détaillé. **Reda A.**

Histoire

Ferhat Abbas était porteur d'un projet pour l'émancipation culturelle des Algériens

Le grand militant Ferhat Abbas était porteur d'un projet visant d'abord l'émancipation culturelle des Algériens, a affirmé, samedi, à Jijel Azzedine Boumaâza, de l'université de Jijel, dans son intervention lors du 2ème séminaire national sur "le président Ferhat Abbas, le militant, le penseur et l'homme".

Ferhat Abbas était un "pragmatique par excellence", dont la pensée "prospective" partait de la réalité effective avec toutes ses exigences et circonstances", a estimé cet universitaire dans sa communication durant cette rencontre tenue à la maison de la culture Omar-

Ousedik à l'occasion du 31ème anniversaire de la mort de cette illustre figure historique.

Se basant sur ses propres recherches, le conférencier assure que Ferhat Abbas estimait ainsi, a-t-il ajouté, que "l'homme cultivé ne peut pas être asservi et s'il renonce à ses origines, il s'égarera". Intervenant devant des moudjahidines et les autorités locales, le même universitaire a noté que le premier président du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) était un "grand patriote convaincu de l'islam et de ses valeurs et ouvert sur la culture occidentale" qui pré-

chaient que le changement désiré s'opérait d'abord dans les mentalités. Au cours de cette rencontre, le directeur de wilaya des moudjahidines a lu la lettre du ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, adressée à l'assistance, et dans laquelle l'accent a été mis sur les vertus de cet Ferhat Abbas, l'homme qui a fait montre d'un grand engagement patriotique et d'abnégation. "Homme d'une grande culture et conscience patriotique, Ferhat Abbas est un des symboles du mouvement nationaliste qui a voué sa vie pour la patrie et la cause de son peuple", a souligné le ministre.

"Les autorités coloniales pensaient que la culture occidentale de Ferhat Abbas allait l'amener à servir leurs intérêts, mais l'homme a très tôt rejoint la Révolution et a même dirigé le premier GPRA reconnu par plusieurs Etats et gouvernements", ajoute la lettre.

La lettre rappelle également la grande estime exprimée par le président de la République Abdelaziz Bouteflika pour le défunt Ferhat Abbas, pour son courage, ses hautes valeurs et sa contribution à la rédaction du Manifeste du peuple algérien 1943. Elle porte l'accent sur le legs, les écrits et les recherches laissés par cette figure

à la disposition des chercheurs et étudiants. L'historien, chercheur et conseiller à la présidence Pr. Sadek Bekhouch, Dr LAhcène Bechani et Dr Lamine Khan, membre du premier GPRA sont également intervenus à l'occasion de cette rencontre. Des lectures poétiques et des chants de l'ensemble Selsabil de la zaouïa Errassefli (Sétif) ont été donnés parallèlement à l'exposition consacrée à cette figure. Un match de football opposera à la même occasion les vétérans de l'ES Sétif (dont Ferhat Abbas fut un des fondateurs) aux vétérans du club de Jijel. **Reda A.**

Fin du «Printemps arabe» et nouvelle guerre froide

2017, l'année des choix stratégiques

Il aurait été normal de faire le bilan de 2016 et tenter de voir, non pas ce qui est passé et ne sera plus, mais ce que nous laisse cette année comme perspectives pour l'année à venir.



Par Amine Bensafi

On se rendrait compte rapidement alors que tout inventaire de ce qu'a traversé le pays en tant que tel n'a aucun sens ou, du moins, n'a rien d'opérant, si l'on fait l'impasse sur le contexte régional et international qui détermine in fine et la politique extérieure et intérieure dans notre pays. Il serait impossible, par exemple, de ne pas voir ce que représente un événement comme la fin de la bataille d'Alep sur l'ensemble du Monde arabe et musulman auquel l'Algérie ne peut échapper. Un tournant qui confirme ce que l'on sait depuis qu'il était devenu évident que la Syrie n'est pas la Libye, que Bachar Al Assad ne quittera pas le pouvoir de la même façon de Mouamar Kadhafi.

Car, finalement, la Syrie aura été le rocher sur lequel s'est brisé la vague du «Printemps arabe» ! Cette série de «révoltes» qui a ébranlé la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen et la Syrie, sans compter les autres pays où l'onde de choc a forcé les régimes en place à des réformes politiques inattendues, notamment le Maroc ou la Jordanie, est finalement bel et bien terminée. S'il y aura encore de l'instabilité, ça sera forcément sous de nouvelles formes et dans la foulée d'un cycle nouveau et, en tout cas, pour des raisons totale-

ment différentes de ce qu'on a vu depuis un certain janvier 2011. Six ans, telle a été la durée de vie du «Printemps arabe» dont les tenants et les aboutissants appartiennent aux politologues et aux historiens afin d'en tirer les leçons ou de poursuivre leurs éternelles

batailles idéologiques. Pour l'heure, ce que l'on tient pour acquis, c'est qu'en reprenant Alep, le régime de Damas met fin à toute possibilité d'une partition territoriale de la Syrie et ouvre déjà la voie à un cessez-le-feu qui, il faut le

dire, est déjà effectif sur le terrain, en attendant, soit la réussite du processus que Moscou, Téhéran et Ankara veulent initier via des pourparlers entre Damas et l'opposition, soit la reprise des combats dans ce qui ne serait, encore une fois, que le compte à rebours du conflit syrien. Vu les derniers développements, il est évident que le dilemme de l'opposition syrienne est de savoir quoi faire après sa défaite militaire : continuer avec la certitude de ne pas pouvoir faire pièce à une armée syrienne lourdement soutenue par l'armée russe et

l'Iran, ou abandonner la partie à son ennemi ? Dans le premier cas, l'inégalité des forces en présence fait que la poursuite des combats équivaut au suicide pour des forces qui, après avoir perdu Alep, ont forcément le moral cassé et les munitions amoindries, sans parler des dizaines de combattants étrangers et des mercenaires en train de quitter le pays. Dans le second cas, c'est-à-dire l'option du dépôt des armes, sinon d'accepter de négocier directement ou indirectement avec le vainqueur, cela pose beaucoup de questions difficiles à trancher. En effet, l'opposition syrienne n'est pas une composante homogène qui bénéficie du soutien d'une partie unique. D'ailleurs, seuls les spécialistes qui suivent sans relâche le conflit syrien sont plus ou moins capables de dire, du moins jusqu'à la fin de la bataille d'Alep, qui sont les forces en présence constituant l'opposition syrienne, qu'on nomme aussi la rébellion ou plus simplement le terrorisme. On identifie jusque-là le Front Nosra, qui a changé de nom pour s'appeler Fath Al-Cham afin de faire oublier ses liens avec Al Qaïda, mais aussi l'armée syrienne libre dont il ne subsisterait que des lambeaux, ainsi qu'une noria de groupes armés plus ou moins d'obédience djihadiste dont Ahrar Al-Cham, Jaich Al Islam, Souquour Al Cham, Jadbhat Al Açala wa Tanmia, l'Union islamique Ajnad Al Cham, Ansar Al Cham, Faylaq Al Cham, Harakat Nour Eddine Zenki, Kataeb Thour Al Cham, Jund al Aqsa, etc. Que reste-t-il de ces forces après la défaite d'Alep ? Quel est le potentiel de chacun et quel est le territoire qu'il contrôle encore ? Les spécialistes ne donnent que des estimations - généralement revues à la baisse depuis Alep. Le plus important, est que chacun de ces groupes est lié à un intervenant étranger, dont la liste est longue également, commençant par les États-Unis et finissant par Israël, en passant par bon

nombre de pays occidentaux et quelques pays du Golfe qui, tous au final ont, à un moment ou un autre, offert tout le soutien diplomatique et logistique possible. Tels sont les acteurs qui tentent aujourd'hui de peser de tout leur poids au niveau des instances internationales pour annuler, sinon influencer sur le processus politique qui sera initié dès janvier, c'est-à-dire des pourparlers de paix entre le régime de Damas et l'opposition, et que Vladimir Poutine a promis d'élargir aux États-Unis et à l'Arabie Saoudite dans une seconde étape. Les Occidentaux et leurs alliés, pleurant les victimes d'Alep, font encore semblant de ne pas reconnaître leur défaite et refusent d'admettre que leur plan pour renverser Bachar Al Assad n'a abouti à rien du tout, sinon à provoquer 500 000 morts, quatre millions de réfugiés et des dizaines d'agglomérations détruites ainsi qu'un patrimoine mondial inestimable irrémédiablement dévasté. Ces pays qui ont fait de la Syrie le théâtre de leur confrontation régionale avec l'Iran (pays du Golfe) ou mondiale avec la Russie (Occident), représentent une alliance qui a décidé d'en découdre avec les puissances montantes de l'Orient, ce nouveau bloc militaire et économique dont le vaisseau amiral est la Russie et dont la profondeur stratégique est la Chine. Quelle que soit l'issue en Syrie, cette ligne de démarcation mondiale ne s'effacera pas pour autant et le monde se dirige vers une toute nouvelle géopolitique. Telle est la nouvelle équation à laquelle il ne manque qu'une seule donnée : Donald Trump et la nouvelle politique américaine pour laquelle les Américains l'ont élu : moins d'interventionnisme, moins de guerres. Mais une chose est sûre, ce qu'on a appelé la nouvelle guerre froide ne se présente pas de la même manière que celle que le monde a vécue au XX^e siècle. Il ne s'agit pas d'un impérialisme capitaliste contre un autre impérialisme communiste, l'Otan contre le Pacte de Varsovie. Le court passage d'un monde unipolaire durant les mandats de Clinton et de Bush aura fini par redistribuer les cartes. Il y a d'un côté du planisphère un Occident, dirigé jusque-là par un Obama hésitant et demain par un Trump dont on ne sait pas grand-chose, et allié à quelques pays du Golfe ainsi que quelques régimes installés en Asie et en Afrique et bien sûr un Israël qui regarde tranquillement brûler le Monde arabe. En face, une Russie blessée par l'humiliation du démantèlement territorial postguerre froide, la Chine et l'Inde où la poussée démographique écrase tout sur son passage, ainsi que des puissances régionales qui ne plaisent pas à l'Occident comme l'Iran ou quelques régimes gauchistes ou populistes en Amérique du Sud.

Au milieu, quelques Républiques arabes qui ont tout fait depuis leur indépendance pour reprendre le cours de l'Histoire, mais qui se voient, impuissantes, devenir la partie du monde la plus instable, la plus meurtrière et la plus arriérée économiquement, socialement et culturellement. Ce nouveau monde qui s'installe n'est cependant pas sans espoir pour eux. Après avoir profité de l'équilibre des forces durant la première guerre froide qu'ils ont découvert à leur indépendance et à l'ombre de laquelle ils ont pu préserver leurs États-nations, ils ont été en première ligne des dégâts à la fin de celle-ci. La première guerre du Golfe a immédiatement suivi la chute du mur de Berlin dans les années 1990. Les années 2000 ont vu l'invasion de l'Irak et la chute de Saddam, puis la décennie 2010 a été celle du «Printemps arabe». Entre-temps, une crise économique sans précédent a frappé de plein fouet l'Occident et son modèle capitaliste, basé sur la dette et l'exploitation d'un ordre mondial injuste. Comme la nature, la géopolitique a horreur du vide; de nouvelles forces émergent. On parle d'un monde non plus unipolaire ou bipolaire, mais multipolaire (États-Unis, Russie, Chine, etc). Sous cette nouvelle donne, des pays qui tiennent à leur souveraineté et pour qui l'indépendance est la chose la plus chère comme c'est le cas de l'Algérie, ne peuvent que trouver des marges de manœuvre plus large pour se défaire des pressions qui minent leur développement et menacent leur sécurité. Sous cet angle, le «Printemps arabe», avec ses deux expériences diamétralement opposées que sont la Libye et la Syrie, nous a offert au moins une leçon à méditer. Nul ne peut plus se permettre de rester isolé ou de ne pas choisir son camp ! Kadhafi avait joué la carte de l'Afrique et avait cru en l'idéal d'un continent uni qui sera, un jour, maître de son destin. Il était isolé à l'intérieur comme à l'extérieur. Bachar a choisi de s'allier à une puissance nucléaire, seule manière de se prémunir de l'arrogance et de l'interventionnisme de l'Occident. Il avait des soutiens chez lui et en dehors. Certes, aucun des deux

pays, que ce soit la Libye ou la Syrie, n'a été épargné. Mais le constat est là, la Syrie conserve toujours son État central et son intégrité territoriale et peut se relever à moyen terme. On ne saurait être aussi catégorique s'agissant de la Libye où il n'y a plus d'État central à même d'éloigner le spectre d'une partition. Et cela, même si c'est assurément la Syrie qui a payé le prix le plus fort.

Quelques Républiques arabes qui ont tout fait depuis leur indépendance pour reprendre le cours de l'Histoire, se voient, impuissantes, devenir la partie du monde la plus instable, la plus meurtrière et la plus arriérée économiquement, socialement et culturellement.

Fonds de soutien à l'investissement pour l'emploi (FSIE), Un fonds d'épargne pour la retraite en quête de souscripteurs

Le Fonds de soutien à l'investissement pour l'emploi (FSIE), créé en 2005 pour offrir aux travailleurs un revenu complémentaire à la retraite, n'a attiré que peu de souscripteurs depuis son lancement effectif en 2008, a indiqué son directeur général, Mohamed Sennoun, dans un entretien à l'APS.



« Nous avons enregistré, à ce jour, un peu plus de 5 000 souscripteurs pour un capital global souscrit de 40 millions de DA. C'est un bilan timide, mais nous comptons intensifier nos efforts de vulgarisation pour réaliser notre objectif qui est d'arriver à 20 000 souscripteurs réguliers », avance-t-il.

Expliquant les raisons de ce faible niveau de souscription, M. Sennoun les impute à plusieurs facteurs dont la longue durée nécessaire pour finaliser les détails de ce type de prestation, le faible engagement des banques, mais aussi, avoue-t-il, un manque de communication par le FSIE.

Actuellement, le produit «Chhihti» (ma tirelire), qui est le nom commercial attribué au revenu complémentaire à la retraite fourni

par le Fsie, est commercialisé à travers seulement 19 agences de la Banque nationale d'Algérie (BNA) ainsi que par les bureaux du CCP, fait-il savoir.

En fait, le travail du Fsie consiste à collecter l'épargne auprès des travailleurs, qu'ils soient salariés ou pratiquant des professions libérales, à travers des cotisations mensuelles pour leur permettre d'avoir un revenu complémentaire à leur départ à la retraite.

Un rendement annuel jusqu'à 8%

Décidée lors de la tripartite de 2003 et officialisée par la loi de finances de 2005, la création du Fonds a été inspirée d'une expérience canadienne à travers laquelle la fédération des travailleurs du Québec avait créé dans les années

1980 un fonds de solidarité et d'investissement qui compte aujourd'hui plus de 500 000 adhérents. Pour fructifier les souscriptions et participer à l'effort de soutien à l'investissement, le Fsie peut procéder à des prises de participations dans le capital des PME, qui sont en stade de développement, à hauteur de 15% du capital d'une entreprise de cette catégorie.

Cet organisme, dont le conseil d'administration est présidé par un représentant du ministère des Finances, est habilité à placer au maximum 50% de ses ressources dans les PME, et le reste, soit 50% ou plus, dans des titres du Trésor public.

Mais avec les réticences des entreprises familiales à ouvrir leur capital social, aucune prise de participation par le Fonds dans le capital de PME n'a eu lieu après huit ans

d'exercice.

Le fonds propose aux travailleurs-souscripteurs un rendement annuel de 4% au minimum et pouvant même atteindre 8%, des taux qui dépassent largement ceux des intérêts de l'épargne offerts par les banques, qui sont actuellement inférieurs à 2%.

Selon M. Sennoun, le produit du Fsie est considéré comme un produit financier «halal», c'est-à-dire conforme aux principes de la charia, puisque le rendement annuel à verser aux souscripteurs varie selon la rentabilité des placements de ce Fonds d'investissement lesquels comportent une part de risque.

«Pour les ressources que nous plaçons dans les titres du Trésor public, nous avons un rendement annuel autour de 4 à 5%, alors que pour les placements dans les PME, le rendement ne peut être inférieur à 10-15%», soutient-il.

Sachant que la valeur nominale à souscrire au Fonds est de 200 DA/action, mais qui revient, en réalité, à 180 DA grâce à une bonification par le Trésor.

Ainsi, un travailleur âgé de 40 ans qui achète chaque mois cinq actions «Chhihti», encaissera un montant de 464 351 DA lorsqu'il aura 60 ans en ayant payé 900 DA/mois durant 20 ans (un total de près de 130 000 DA sur 20 ans), soit un gain de plus de 334 000 DA.

Si le même souscripteur veut avoir 2 millions de DA quand il aura 60 ans, il doit souscrire mensuellement pour 21 actions, c'est-à-dire pour 3 780 DA/mois.

Pour un travailleur de 25 ans, il peut recevoir un montant de plus de 2,8 millions de DA à 60 ans dans le cas où il achète 10 actions pour 1 800 DA chaque mois, indiquent les résultats de tests de simulation.

La législation stipule toutefois que ce revenu est recevable à l'âge légal de départ à la retraite. Ce qui veut dire que le travailleur-souscripteur ne peut prétendre à la retraite complémentaire du Fsie avant cet âge (actuellement 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes). **Agence**

Sonatrach

Neuf mds de dollars investis annuellement dans l'exploration et l'exploitation

Sonatrach consacre entre 2015 et 2021 des investissements annuels de plus de 9 milliards de dollars équivalents dans les projets d'exploration et d'exploitation, et représentant 65% des investissements totaux de la compagnie, a indiqué, samedi à Rhourde Nouss (Illizi), le vice-président de l'activité exploration et production au sein du groupe, Salah Mekmouche.

«Plus de 25% de ces investissements sont apportés par les partenaires étrangers de Sonatrach», a indiqué M. Mekmouche à la presse à l'issue de sa visite au complexe gazier de Rhourde Nouss.

Une partie de ces investissements, a permis de livrer en 2016 plus de 250 puits d'hydrocarbures alors qu'environ 290 autres puits seront réceptionnés en 2017. «Nous avons pu atteindre nos objectifs avec les mêmes moyens de forage

ce qui relève la performance de la compagnie», s'est félicité le responsable.

Il a, dans le même sillage, souligné que plusieurs projets gaziers entreront en service en 2017 à l'instar du projet d'Al-Ghar, celui de Tiguentourine (en janvier), de In Salah, de Regane d'Adrar de Timimoune ainsi que des puits d'huile du bassin de Berkine.

Invité à donner plus de précisions sur l'accord signé jeudi dernier avec la compagnie française Total portant sur la réalisation d'une étude de faisabilité en vue de construire un complexe pétrochimique de «taille mondiale», M. Mekmouche a précisé que la décision de construire ce complexe et le choix du partenaire pour sa réalisation, seront connus en 2017 après l'achèvement de l'étude de faisabilité.

Evouquant les projets de Sonatrach à l'interna-

tional, M. Mekmouche a rappelé que la compagnie nationale possède, à travers sa filiale Sipex, de blocs d'exploration en Mauritanie, au Niger où les opérations de forage du premier puits seront entamés en 2017, en Tunisie, au Mali, en Libye ainsi que des actifs au Pérou.

Selon le même responsable, Sonatrach envisage d'acquérir, seule ou en partenariat, des actifs en Afrique subsaharienne et en Irak.

Interrogé sur le «départ massif» à la retraite enregistré à Sonatrach, M. Mekmouche a souligné que 8 000 jeunes ingénieurs et techniciens spécialisés dans différents métiers des hydrocarbures rejoindront la compagnie dès 2017 pour remplacer les cadres partants. «Ils sont en train d'être formés, la plupart seront opérationnels en 2017», a-t-il dit.

Y. L.

Site gazier de Rhourde Nouss

Une hausse de la production prévue en 2017-2018

La production du site gazier de la région de Rhourde Nouss (Illizi) devrait s'améliorer davantage avec la mise en service entre 2017 et 2018 de plusieurs nouveaux puits actuellement en forage, a indiqué samedi le responsable de l'exploitation de ce site.

«Ces puits, dont les capacités seront déterminés après les opérations de forage, permettront d'améliorer et d'augmenter la production de gaz dans ce site» qui est le deuxième du pays après celui de Hassi R'mel, a expliqué à la presse ce responsable en marge d'une visite de travail des cadres de Sonatrach à cette région.

Représentant plus de 20% de la production nationale de gaz avec 75 millions m³/jour, le complexe de traitement de gaz de la région de Rhourde regroupe quatre unités de production en plus de la direction de Hamra qui est une unité autonome.

Les quatre unités sont, respectivement, celle de traitement de gaz Phase-A, mise en service en 1988, d'une capacité de 50 millions m³/j, et celle de traitement de gaz «Quartzite Hamra» pour une capacité de 10 millions m³/j et la récupération de 2 000 m³ de condensat, mise en service en 2014.

La troisième unité est d'une capacité de traitement de 48 millions m³/j, sachant qu'une opération de réhabilitation de l'un des trains de cette unité (d'une capacité de production de 16 millions m³/j), à l'arrêt depuis 2009 suite à un problème technique, a été récemment lancée.

Quant à la quatrième unité, elle active dans la séparation et la compression de gaz (unité de traitement d'huile) pour une capacité de 10 millions m³/j, destiné pour le traitement au niveau de la Phase-A de 800 tonnes de pétrole.

Concernant la direction de Hamra pour le traitement de gaz, elle produit 15 millions m³ de gaz/j.

Riad D.

Tizi Ouzou

5 à 6 nouveaux cas de sclérose en plaques enregistrés chaque mois

Une moyenne de cinq à six nouveaux cas de sclérose en plaques, une maladie neurologique chronique qui se développe vers des handicaps, sont enregistrés chaque mois au niveau du service de neurologie du centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohammed de Tizi Ouzou, a-t-on appris samedi du médecin-chef.



Cette maladie est de plus en plus fréquente dans les régions nord du pays, précisément en Kabylie en allant vers le sétifois à cause de la présence de certains facteurs environnementaux plutôt favorables à son développement, a déclaré à l'APS, le professeur Smaïl Daoudi en marge d'une journée d'information et de sensibilisation sur la sclérose en plaques organisée par la Fédération algérienne des patients atteints de cette déficience neurologique.

Au service de neurologie du CHU de Tizi Ouzou, la sclérose en plaque représente 20 à 30% par moment et atteint parfois les 50% des patients hospitalisés depuis 2004 à ce jour. Généralement, ces malades sont admis au niveau de la structure pour recevoir les soins

nécessaires à la stabilisation de leur affection», a-t-il expliqué.

Abordant la prise en charge de cette maladie qui touche particulièrement le sujet jeune dont la moyenne d'âge se situe entre 18 et 25 ans, le Pr. Daoudi a expliqué que l'Algérie dispose pratiquement de toutes les molécules injectables développées par la médecine moderne dans le but de freiner son évolution en attendant un traitement qui apportera la guérison définitive, a-t-il noté.

Il a indiqué, toutefois, que le diagnostic précoce reste «l'élément capital dans la prise en charge de ces patients puisqu'il est évident aujourd'hui que plus on diagnostique tôt plus on améliore les chances de retarder les complications (le handicap) et permettre une vie plus au moins normale à la personne atteinte dont l'espérance de vie

ne diffère pas d'un individu normal. Des démarches sont, par ailleurs, entreprises par les autorités pour l'acquisition d'un nouveau médicament par voie orale qui appuiera le traitement initial, a-t-il affirmé, soulignant que ces molécules sont déjà utilisées dans plusieurs pays du monde et même dans des pays voisins.

Dans ce sillage, le président de la Fédération algérienne des malades atteints de sclérose en plaques et l'association nationale qui porte le même nom, le Dr. Smaïl Kenzoua a lancé un appel pour accélérer l'acquisition de cette nouvelle molécule qui contribuera, à coup sûr, à l'amélioration de la qualité de la prise en charge des malades, principal objectif de son organisation.

Il a également évoqué la nécessité d'établir un registre national des personnes

atteintes de cette maladie en Algérie puisque la situation épidémiologique demeure encore inconnue malgré le nombre important de nouveaux cas enregistrés annuellement.

Au volet de la prise en charge, le Dr. Kenzoua a mis le point sur des insuffisances, notamment en matière de kinésithérapie qui est une étape très importante dans le processus de soins qui intervient à la phase de l'handicap moteur. La journée d'information a été marquée par la présence de plus de 150 patients atteints de la sclérose en plaques qui ont assisté à des communications de spécialistes sur la nature de la maladie, ses symptômes, ses complications, le diagnostic et la prise en charge, tout en ayant l'opportunité de poser leurs préoccupations.

APS

Chirurgie réparatrice Une quinzaine d'interventions programmées à l'hôpital Zahraoui de M'sila

Des opérations de la chirurgie réparatrice, pour atténuer les séquelles de brûlures, ont été effectuées samedi à l'hôpital Zahraoui de M'sila par une équipe médicale de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) de Douéra (Alger), dans le cadre d'un programme devant assurer la réalisation d'une quinzaine d'interventions, a-t-on constaté.

Organisée dans le cadre d'une coordination et de partenariat entre les instances hospitalières nationales, cette initiative a été lancée dans le sillage des Journées chirurgicales, consacrées au traitement des cas de brûlures récentes et aux interventions pour atténuer les séquelles d'anciennes brûlures, a-t-on appris des services de l'hôpital Zahraoui.

Plus de deux 200 personnes atteintes de brûlures qui affirment, souffrir depuis plus de deux ans de traumatismes maxillo-faciales et orthopédiques, ont été reçues par cette délégation médicale, qui compte notamment des chirurgiens plasticiens.

Cette mission vise à épargner aux personnes victimes de brûlures les déplacements pour consultation et soins à l'EHS de Douéra, qui a «beaucoup de mal à faire face au nombre important de patients qui y affluent des quatre coins du pays», ont expliqué les paramédicaux de cet établissement hospitalier.

Ce programme, retenu pour deux jours a connu une affluence notable, et certains malades ont sollicité, d'ailleurs, une prolongation de la durée de ces journées pour en faire profiter les victimes atteintes de brûlures de la région d'El Hodna, de conseils et de soins, a-t-on noté.

R. O.

A moyen terme

Objectif d'une production halieutique de 200 000 tonnes

L'Algérie table sur une production halieutique de 200 000 tonnes/an à moyen terme, a indiqué, mercredi à Mostaganem, le coordinateur des services de la pêche au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hammouche Tahar.

Le ministère a élaboré un programme, à moyen terme, pour la production de 100 000 tonnes supplémentaires de poissons dont 80 000 tonnes en aquaculture, a souligné M. Hammouche lors d'une rencontre d'information avec des opérateurs désirant investir dans le domaine de l'aquaculture.

La production halieutique actuelle en Algérie varie, a-t-il relevé, entre 100 000 et 110 000

tonnes/an dont 10 000 tonnes dans le cadre de l'aquaculture.

Partant de données scientifiques, le même responsable a affirmé que l'avenir est pour le développement de l'aquaculture, tout en insistant sur l'importance d'investir dans ce créneau pour satisfaire les besoins du marché et réduire les prix du poisson «pour l'intérêt de tous».

Le coordinateur des services de la pêche a ajouté que le ministère est disposé à accompagner les investisseurs pour développer cette filière et aider la wilaya de Mostaganem à encourager l'aquaculture.

«Cette wilaya dispose de grandes potentialités dont un littoral de 124 km, trois barrages et

des retenues collinaires pouvant relancer cette filière», a-t-il fait remarquer.

Le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar, a appelé les chefs de daïras et des communes côtières à proposer des sites, surtout à l'est de la wilaya, à l'instar de Aâchaâcha et Tazgait pour concrétiser des projets aquacoles.

Il a souligné que l'année 2017 sera l'année de l'aquaculture dans la wilaya à travers l'accompagnement des investisseurs, «du dépôt du dossier au niveau de la direction de la pêche et des ressources halieutiques jusqu'à la phase d'exploitation».

Le directeur de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques, Toufik Rahmani, a dévoilé

deux sites retenus pour abriter des projets aquacoles dans des cages flottantes dans les communes de Stidia et Sidi Lakhdar.

Le site de Stidia occupe une superficie de 2 ha sur sable et est destiné aux investisseurs désirant concrétiser des projets aquacoles en cages flottantes pour la production de la daurade et du loup de mer.

L'autre site retenu près du port de Sidi Lakhdar et qui s'étend sur 1 ha de sable est destiné aux deux espèces de poissons précitées. Ces deux sites disposent de conditions favorables pour ce créneau, a assuré M. Rahmani.

Chaque promoteur en aquaculture, des deux sites, bénéficiera de 800 m² pour l'élevage des

huîtres et entre 1 000 et 2 500 m² pour l'élevage du loup de mer et la daurade et pour créer une base de vie, ajouté à 5 et 20 ha pour l'élevage des mêmes espèces en mer.

Ces projets devront réaliser une production annuelle de 5 600 tonnes de daurade, 450 tonnes de loup de mer à Stidia et 1 800 tonnes/an à Sidi Lakhdar, a-t-il ajouté.

Des promoteurs participant à cette rencontre ont soulevé quelques problèmes rencontrés dans la réalisation de leurs projets, dont le retard des banques à octroyer des crédits et la réduction des taux d'intérêt à moins de 2,5%.

Y. T.

Souk Ahras

1 500 logements location-vente en chantier



Un projet portant réalisation de 1 500 logements location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (Aadl) vient d'être lancé dans la ville de Souk Ahras, a indiqué mercredi à l'APS, le directeur du logement, El Djlali Kebas.

Ce quota d'habitations, implanté au plan d'occupation du sol (POS) n°9, à proximité de l'université Mohamed Cherif Messaadia, au chef lieu de wilaya, a été confié à une entreprise algérienne privée, a précisé la même source, détaillant que le chantier est en phase des travaux de terrassement.

L'année 2017, a-t-il ajouté, sera marquée par le lancement du chantier de réalisation d'un quota de 500 logements AADL dans la

commune de M'daourouch en plus de 300 autres, prévus, dans la ville de Sedrata

Le programme AADL affecté à la wilaya Souk Ahras est jugé «important» mais demeure insuffisant pour satisfaire les demandes de 2 100 souscripteurs au programme AADL.

La même source a, par ailleurs, indiqué qu'un autre projet portant la réalisation de 9.000 unités de logements publics locatifs (LPL) est en cours de concrétisation, dont 2.900 segments sont implantés au chef lieu de wilaya précisant que le rythme des travaux est «appréciable».

La réception de la première tranche de ce projet est prévue au cours du deuxième semestre de l'année prochaine, a-t-on encore noté.

S'agissant de l'habitat rural, la même source a souligné que pas moins de 1.416 segment du genre ont été réceptionnés dans la wilaya, aux onze premiers mois de l'année en

cours indiquant que ce programme a contribué à donner une «image valorisante» des zones rurales dans cette wilaya et a permis de sédentariser les habitants dans leurs localités d'origine et a ouvert des perspectives dans la promotion des activités agricoles dans la région.

La totalité des programmes d'habitat, tous segments confondus, en réalisation à travers les nombreuses communes de la wilaya de Souk Ahras permettra de répondre à 80 %, à la fin de l'année 2017, aux demandes du logement formulées dans cette wilaya, a-t-on encore noté précisant que le renforcement des chantiers avec des entreprises de réalisation et le suivi régulier des chantiers par les autorités locales permettront de respecter les délais impartis.

Avec la réception de ces projets, le taux d'occupation par logement (TOL) dans la wilaya passera de 5,1 à 4,3, a-t-on conclu.

T. K.

Adrar Nouvelle centrale photovoltaïque pilote

■ Une nouvelle centrale photovoltaïque pilote d'une capacité de 30 kilowatts a été mise en service au niveau de l'Unité de recherche en énergies renouvelables en milieu saharien (URER-MS) à Adrar, a-t-on appris du directeur de l'Unité.

L'opération intervient dans le cadre de la mise en œuvre d'un accord de partenariat algéro-sud-coréen dans le domaine de la recherche scientifique, ayant permis le montage de cette centrale par des travailleurs et chercheurs de cette Unité qui relève du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) de Bouzaréah (Alger), a précisé le Pr. Messaoud Hamouda.

Le projet vise à tester l'efficacité énergétique de ce type d'installations en régions sahariennes et à offrir ainsi une base de données scientifique ouvrant la voie à sa généralisation éventuelle aux sièges d'institutions administratives, à travers l'installation de panneaux solaires sur les terrasses des édifices, à considérer l'impact attendu de l'opération sur la rationalisation de l'utilisation de l'énergie et la réduction de la facture de consommation, a-t-il expliqué.

Selon le Dr. Nouredine Sahnoune de l'URER-MS d'Adrar, l'expérience a prouvé son efficacité en matière de diminution des charges de consommation électrique de l'Unité, réduites de près de moitié selon les résultats de trois de test de l'exploitation expérimentale de cette centrale ayant permis de produire 8,5 kilowatts d'électricité raccordés directement au réseau intérieur de l'Unité.

Le directeur général du CDER de Bouzaréah (Alger), Nouredine Yassaa a de son côté, appelé à la valorisation de ce genre d'acquis et à l'accroissement de l'efficacité énergétique des installations d'énergies renouvelables pour accompagner les mutations économiques dans la région, notamment dans l'agriculture et le tourisme, en fournissant les données scientifiques nécessaires à l'accompagnement du programme national des énergies renouvelables à l'horizon 2030 visant la production de 22 gigawatts.

Il a, en outre, fait un rappel des 63 mégawatts produits à travers la wilaya d'Adrar à partir de différentes sources énergétiques englobant le solaire et l'éolien.

La réalisation de ce projet intervient dans le sillage d'expériences menées dans d'autres unités de recherches relevant du CDER et implantées dans différentes régions du pays, à l'instar du système photovoltaïque à concentration d'une capacité de 29,4 kilowatts, réalisé à l'Unité d'application en énergies renouvelables (UAER) de Ghardaïa.

En marge de la cérémonie d'inauguration, il a été présentée une expérience pilote d'alimentation d'une bâtisse à usage d'habitation disposant du nécessaire en équipements électroménagers en recourant aux seules énergies renouvelables.

N. B.

Alger

Un établissement public pour la gestion des espaces publics bientôt mis sur pied

La gestion des espaces publics à Alger-centre sera confiée à un établissement public qui verra bientôt le jour, a indiqué mercredi le président de l'APC d'Alger centre, Abdelhakim Bettache.

«Cet établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ayant pour vocation la gestion de tout ce qui a trait aux espaces publics va bientôt voir le jour, en attendant l'aval du Premier ministre», a précisé le maire d'Alger centre à l'APS.

Il a ajouté que plusieurs missions seront confiées à cet établissement public à l'instar du «recouvrement des loyers et tout ce qui est en relation avec la gestion des jardins et des parcs». «Cet établissement s'occupera aussi de la gestion des ressources humaines desti-

nées à l'entretien de ces espaces publics» ajoutant qu'à l'occasion de la réhabilitation des jardins et des parcs d'Alger centre, un nombre important de postes d'agents (jardiniers, agents de nettoyage, agents de sécurité etc.) vont être créés pour entretenir ces espaces publics. Il a rappelé, dans le même contexte, que plusieurs projets visant la réhabilitation des espaces publics tels que les jardins publics, les squares et des parcs seront réceptionnés avant la fin 2016, affirmant que la mise sur pied rapide d'un tel établissement devient nécessaire.

L'embellissement et la réhabilitation de ces espaces ouverts contribueront sans nul doute à la structuration de la ville contemporaine et permettront à Alger centre de retrouver son

visage d'antan, a relevé M. Bettache.

Ces actions ne toucheront pas seulement les jardins et les parcs publics mais aussi un nombre de stades, d'écoles, de crèches et de salles de sport, a souligné le responsable.

Le programme de réhabilitation et d'embellissement des jardins et des parcs d'Alger centre concerne les jardins de «Sofia», «Port Saïd» et le jardin de la haute casbah appelé «Djinet Lyés Soustara», selon le maire.

Ce programme concerne aussi la réhabilitation de plusieurs parcs d'Alger comme les parcs Liberté, Mont Riant» (Beyrouth) et Tifariti ainsi que les bois de Sidi Brahim (Telemly), considéré comme une extension du parc Mont Riant.

APS

Batna

Ouverture prochaine de quatre antennes de la CRMA

■ Quatre antennes de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) seront prochainement ouvertes à Batna, a-t-on appris samedi de son directeur locale, Safi Mehdaoui. L'ouverture de 4 antennes à travers plusieurs quartiers de la ville de Batna, vise à décongestionner le siège principal de la CRMA qui se trouve au centre ville et d'alléger la pression sur les onze structures déjà existantes dans la wilaya, a indiqué M. Mehdaoui. En plus d'être actuellement présente à travers 12 communes de la wilaya de Batna, la CRMA dispose d'un bureau Mobile (une voiture 4x4) lui permettant de se rapprocher de ses clients habitant des zones montagneuses, selon la même source. Il a, par ailleurs, fait état de la construction prochaine d'un centre de formation et d'un nouveau siège de la CRMA à la cité Bouzourane de Batna, d'un montant total de 200 millions de dinars, ce qui permettra, selon lui, d'améliorer l'accueil et les services proposés à ses clients et sociétaires. La CRMA qui veut s'ériger en leader des mutuelles agricoles à l'échelle locale et nationale, affiche l'ambition d'atteindre les 500 millions de dinars de chiffre d'affaire pour l'année 2017 et d'ouvrir une antenne dans chaque daïra de la wilaya de Batna, a-t-il conclu.

R. O.

CONFLITS ▶▶

Syrie

Les frappes russes à Idlib et autour d'Alep s'intensifient

Les avions russes ont intensifié le bombardement des zones sous contrôle rebelle de la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, et en bordure d'Alep, deux jours après la fin de l'évacuation de la grande ville du Nord, ont annoncé samedi des rebelles et des habitants.



Au moins huit frappes ont visé Binish, Sarakeb et Jisr al Choghour, trois villes de la province d'Idlib. Les bombardements ont fait plusieurs victimes, principalement des civils, a-t-on annoncé de même

source.

Les zones rebelles de la province sont la cible d'intenses frappes russes depuis plusieurs mois. Après la reprise totale d'Alep par les forces du régime de Bachar al Assad cette semaine et l'évacua-

tion de tous les rebelles, Idlib pourrait être l'objet de la prochaine grande offensive de l'armée.

La province est pour le moment sous contrôle d'une coalition de milices islamistes fédérées sous le nom d'Armée de la Conquête

(Djaïch al Fatah) comptant notamment l'ex-Front al Nosra.

Des rebelles et des habitants ont également fait état de frappes aériennes russes et syriennes dans des zones rurales à l'ouest et au sud d'Alep, pour le deuxième jour consécutif.

Khan al Asal, à environ 14 km à l'ouest d'Alep, a été la cible de bombes à fragmentation tandis que les bourgades de Haritan et Anadan ont également été frappées ainsi qu'Atarib, non loin, rapporte un combattant rebelle de l'Armée des moudjahidine (Djaïch al Mujahedeen).

De larges zones au sud et à l'est d'Alep restent sous le contrôle des insurgés. Ceux-ci ont déclaré avoir repoussé samedi un assaut d'une milice chiite soutenue par l'Iran aux alentours de Rachidine, à l'ouest d'Alep.

L'armée syrienne a continué samedi à passer au peigne fin les zones d'Alep-Est tombées mardi sous son contrôle. L'organe de presse militaire du Hezbollah libanais a annoncé que des caches d'armes laissées par les insurgés avaient explosé, causant deux morts et de nombreux blessés.

R. I.

Reuters

Turquie

Enquête sur des internautes soupçonnées d'activités «terroristes»

Les autorités turques ont déclenché des enquêtes sur 10 000 personnes soupçonnées d'activités «terroristes» ou d'«injure» aux responsables gouvernementaux sur les réseaux sociaux, auxquels l'accès a été fortement perturbé cette semaine, a indiqué samedi le ministère de l'Intérieur.

«Ces enquêtes s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, qui se poursuit avec détermination partout, y compris sur les réseaux sociaux», a précisé le ministère dans un communiqué.

Plus de 1 600 personnes accusées de «propagande ou apologie du terrorisme», ou encore d'«injure aux responsables de l'Etat», ont été placées en détention au cours des six derniers mois, a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Les autorités turques sont régulièrement accusées de restreindre l'accès aux réseaux sociaux en Turquie après certains événements, comme des attentats, pour empêcher la circulation d'informations susceptibles de «porter atteinte à la sûreté de l'Etat».

Ainsi, l'accès aux réseaux sociaux a été fortement perturbé après l'assassinat, lundi, de l'ambassadeur en Russie à Ankara.

Un organisme de surveillance du fonctionnement d'Internet en Turquie, Turkey Blocks, a également fait état, vendredi, de difficultés d'accès aux VPN, généralement utilisés pour contourner ces restrictions d'accès aux réseaux sociaux.

G. K.

Deux morts dans l'explosion dans un entrepôt d'armes à Alep

Deux personnes sont mortes samedi à Alep dans une explosion survenue dans un entrepôt d'armes et d'explosifs d'un quartier rebelle récemment reconquis par l'armée syrienne, a indiqué l'agence officielle Sana.

L'armée a annoncé jeudi soir avoir repris le contrôle total d'Alep et poursuit ses opérations de ratissage et de déminage dans les quartiers autrefois contrôlés par les rebelles, chassés de la deuxième ville de Syrie.

L'explosion est survenue dans une école du quartier de Soukkari qui avait été transformée par les insurgés «en entrepôt de munitions et d'explosifs», selon Sana.

Deux personnes sont mortes dans cette explosion selon l'agence, qui fait aussi état de 33 blessés, dont quatre dans un état critique.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh) a confirmé deux morts dans cette explosion, précisant qu'elle était intervenue lors des opérations des démineurs.

L'organisation rapporte un troisième mort dans l'explosion d'une bombe dans une maison du quartier d'Al-Ansari.

Divisée depuis 2012 entre quartiers rebelles et secteurs tenus par le gouvernement, Alep a basculé jeudi sous le contrôle total du gouvernement syrien.

Par ailleurs, six civils, dont deux enfants, ont été tués dans des raids aériens visant la localité d'Atareb, située en territoire rebelle à l'ouest d'Alep, selon l'Osdh.

L'organisation n'était pas en mesure de préciser si ces frappes étaient le fait de l'armée syrienne ou de l'aviation russe, engagée depuis septembre 2015 aux côtés du gouvernement syrien.

Iran

Réunion le 10 janvier sur le nucléaire iranien

Une commission conjointe chargée de superviser l'application de l'accord nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances occidentales va se réunir à Vienne le 10 janvier à la demande de Téhéran, qui dénonce le renouvellement des sanctions américaines, a annoncé samedi l'Union européenne(UE).

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif,

avait officiellement demandé dans une missive la tenue de cette réunion à cause du renouvellement des sanctions américaines, qualifiées par l'Iran de «violation» de l'accord nucléaire conclu en juillet 2015.

«La réunion passera en revue l'application de l'accord (sur le nucléaire) et discutera des questions posées dans la lettre adressée par le ministre des Affaires étrangères, Zarif à Mme

Mogherini le 16 décembre», a indiqué un communiqué de l'UE.

Début décembre, le Congrès américain a renouvelé pour 10 ans l'Iran Sanction Act (ISA). Le président sortant Barack Obama, très impliqué dans la conclusion de l'accord sur le nucléaire, a autorisé cette prolongation sans en signer la loi.

Entré en vigueur en janvier 2016, cet accord a permis la levée d'une partie des sanctions

internationales contre la République islamique. Mais Téhéran, qui a respecté, selon les Nations unies tous ses engagements pour limiter son programme nucléaire, accuse les Etats-Unis d'empêcher une normalisation de ses relations économiques notamment bancaires avec le reste du monde.

Les Etats-Unis ont suspendu les sanctions anti-iraniennes liées au nucléaire, mais en im-

posent d'autres liées au non-respect des droits de l'homme par Téhéran, à son soutien au «terrorisme» au Moyen-Orient et à son programme de missiles balistiques.

L'accord nucléaire prévoit que l'Iran ou l'un des pays du groupe 5+1 puisse demander la réunion d'une «commission conjointe» pour examiner une éventuelle violation de cet accord.

T. K.

Nigeria

L'armée chasse Boko Haram d'un de ses derniers bastions

Le président nigérian Muhammadu Buhari a affirmé samedi que l'armée nigérienne avait "écrasé" Boko Haram dans la forêt de Sambisa, l'un des derniers bastions du groupe islamiste dans le nord-est, une nouvelle qui tombe à pic à la veille de Noël pour ce pays en pleine crise économique.



L'armée mène depuis plusieurs mois des opérations dans cette forêt de quelque 1.300 km², située dans l'Etat du Borno, où des combattants du groupe ont trouvé refuge après des revers militaires.

"Je suis ravi et très fier des braves soldats de l'armée nigérienne, après avoir appris la nouvelle tant attendue et gratifiante de l'écrasement final des terroristes de Boko Haram dans leur dernière enclave dans la forêt de Sambisa", a affirmé M. Buhari dans un communiqué.

Le chef de l'Etat a salué "la détermination" des troupes nigérianes "qui ont finalement pénétré et écrasé ce qu'il restait des insurgés de Boko Haram au +Camp Zéro+, situé au cœur de la forêt de Sambisa".

"Le chef d'état-major de l'armée m'a appris que le camp était tombé vers 13h35 le vendredi 22 décembre et que les terroristes

étaient en fuite, n'ayant nulle part où aller", a dit le président, exhortant les soldats à "les poursuivre" pour qu'"ils soient traduits devant la justice".

Le sort d'Abubakar Shekau, chef de la faction de Boko Haram basée dans la forêt de Sambisa, n'a toutefois pas été évoqué dans le communiqué.

Shekau a dirigé le mouvement qui a prêté allégeance à l'organisation de l'Etat islamique (EI) pendant plusieurs années, jusqu'à la création d'une faction dissidente dont le chef, Abou Mosab Al Barnaoui, a été adoubé en août dernier par l'EI. Les hommes d'Al Barnaoui opèrent davantage dans la région du lac Tchad.

- Affirmations invérifiables -
Mercredi, l'armée avait affirmé avoir libéré 1.880 civils des mains de Boko Haram et capturé plus de 500 combattants au cours de la semaine écoulée dans la forêt de Sambisa.

"Les efforts doivent s'intensifier

pour localiser et libérer nos filles de Chibok encore en captivité", a par ailleurs relevé le président.

Le groupe islamiste est l'auteur de nombreux enlèvements, dont celui de plus de 200 lycéennes de la ville de Chibok en avril 2014. Une poignée seulement d'entre elles ont été retrouvées depuis.

Secte salafiste extrémiste à l'origine, Boko Haram s'est mué en mouvement jihadiste à la mort de son fondateur Mohammed Yusuf, en 2009. Les violences du mouvement et leur répression ont fait plus de 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés dans le nord-est du Nigeria.

A la veille de Noël, la reprise de Sambisa serait une des rares bonnes nouvelles pour le pays qui traverse d'importantes difficultés économiques: le naira ne cesse de dégringoler face au dollar et les prix du pétrole - 70% des recettes de l'Etat - restent bas.

L'année dernière déjà, le gouvernement nigérian avait toutefois

annoncé que la secte était "techniquement vaincue", après avoir perdu de larges pans de territoire face à l'armée nigérienne et ses alliés régionaux.

Mais 12 mois plus tard, ces affirmations restent difficiles à vérifier de sources indépendantes et les islamistes poursuivent des attaques ciblées et des attentats meurtriers, principalement contre des civils. L'accès au nord-est du pays, immense territoire aux confins du Tchad, du Cameroun et du Niger, reste strictement contrôlé par l'armée et le gouvernement, ce qui rend la répression du mouvement jihadiste quasiment impossible à évaluer.

Le conflit dans cette région a provoqué une grave crise humanitaire, avec des centaines de milliers de personnes souffrant de malnutrition chronique, notamment dans certaines zones qui restent coupées du monde à cause de l'insécurité, selon les organisations humanitaires. **AFP**

Tchad

Le gouvernement durcit le ton face aux grévistes

Au Tchad, le gouvernement durcit le ton contre les travailleurs en grève depuis trois mois contre le retard dans le paiement des arriérés de salaire et la réduction des indemnités des fonctionnaires. Malgré les critiques des syndicats, il confirme son intention de modifier la loi sur le régime de grève. Un projet qui prévoit que les fonctionnaires ne soient plus payés pendant les jours chômés.

Ce sont cinq ministres, celui de la Fonction publique, des Finances, de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Santé qui sont allés à la rencontre des journalistes pour expliquer la décision prise par le gouvernement jeudi 22 décembre.

A partir de janvier, tout travailleur en grève ne sera pas payé : " En principe, quand un fonctionnaire fournit une prestation, il doit avoir en contrepartie un salaire. Et vice versa, il n'est pas logique que quelqu'un qui ne preste pas, qui reste à la maison, récupère à la fin du mois son salaire. Nous avons voulu tout simplement corriger ces déséquilibres et mettre tout le monde face à ses responsabilités pour que nous puissions également avancer dans le bon sens. C'est un projet et je ne voudrais pas anticiper sur ce que fera l'Assemblée nationale ".

En attendant le débat parlementaire, le gouvernement semble avoir choisi l'option du durcissement, quand bien même les syndicats ont rétabli le service minimum dans les secteurs névralgiques comme celui de la Santé.

Vendredi, quand le gouvernement a annoncé la révision du régime des grèves, les syndicats ont dénoncé l'absence d'argumentaires et de propositions concrètes pour sortir de la crise que traverse le pays et de la grève qui paralyse l'administration depuis quatre mois. **RFI**

Présidentielle en Gambie

La victoire de Barrow est "définitive"

La victoire du candidat Adama Barrow à l'élection présidentielle gambienne du 1er décembre est définitive et "aucune Cour sur terre" ne pourra l'annuler, a affirmé vendredi l'opposition gambienne, après le recours en annulation du président Yahya Jammeh. "Le président élu Adama Barrow est sûr d'avoir gagné l'élection et qu'aucune Cour sur cette terre ne pourra prendre une déci-

sion contraire", a déclaré Halifa Sallah, porte-parole de la coalition de l'opposition, lors d'une conférence de presse vendredi à Banjul.

"C'est sa position. Il (Barrow) ne va pas se baser sur ce que la Cour va faire mais sur les résultats de l'élection. Nous n'allons pas spéculer sur ce que cette Cour va décider", a ajouté M. Sallah.

Il a appelé les Gambiens à se concentrer sur la préparation de

l'investiture de M. Barrow le 19 janvier. Selon la Constitution, le mandat actuel de Yahya Jammeh expirera à cette date.

La Cour suprême en Gambie doit examiner le 10 janvier le recours du parti du président Yahya Jammeh, qui demande l'annulation de l'élection présidentielle du 1er décembre. Le parti de M. Jammeh a déposé un recours le 13 décembre, dénonçant notamment

des irrégularités dans le décompte des résultats par la Commission électorale indépendante (IEC) et des "intimidations" envers ses électeurs dans une région. Après avoir reconnu sa défaite le 2 décembre - et même félicité Adama Barrow -, Yahya Jammeh, qui dirige la Gambie depuis 22 ans d'une main de fer, s'était ravisé une semaine plus tard, rejetant les résultats et réclamant un nouveau scrutin. Il a

réitéré ses déclarations mardi, assurant qu'il demeurerait au pouvoir tant que la Cour ne se serait pas prononcée, alors que plusieurs pays et institutions, dont la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays) et l'ONU, le pressent de céder le fauteuil à M. Barrow et de permettre une transition apaisée dans son pays. **AFP**

Syrie : La France persiste dans le mensonge

Pendant que les Syriens fêtent la victoire d'Alep, le pouvoir français évoque une crise humanitaire. Pendant que la population d'Alep se réjouit d'être débarrassée de ses bourreaux. La France pleure leur sort.

Par Antoine Charpentier

Q

uant à l'ONU, il signale des atrocités commises à l'égard des civils par l'armée syrienne, mais toujours sans aucune preuve convaincante. Certains médias occidentaux, notamment français, se contentent d'exhiber sur leurs écrans des personnes interviewées par Skype. Mais nous ne savons pas exactement qui sont ces personnes, ni le lieu de leur résidence. De ce fait, leur affirmation, qu'elles vont être exécutées par l'armée syrienne d'une minute à une autre, reste invérifiable.

Pourquoi l'ONU ainsi que les médias occidentaux refusent d'écouter les civils sortant des quartiers est d'Alep ? Ce se sont eux, tout de même, qui détiennent la vérité. Pourquoi les médias français utilisent des séquences vidéo filmées par l'armée syrienne et ne reflétant aucun massacre pour ainsi préférer leurs mensonges ?

Évoquer sans cesse des massacres et des atrocités inexistantes envers les civils d'Alep par l'armée arabe syrienne, c'est prendre des millions de personnes dont des Syriens pour des imbéciles, les accusant indirectement d'être collaborateurs d'un crime de grande envergure, perpétré so-disant par le pouvoir syrien, mais concrètement il n'existe pas.

Comment se fait-il qu'une armée assassine depuis six ans son peuple sans aucun retournement de situation ? Pourquoi les occidentaux font une fixation sur Alep, occultant volontairement les réconciliations nationales qui ont lieu entre les syriens, sous l'égide de l'Etat syrien et son armée ?

Le fond du problème est que le peuple français est pris dans l'état d'une propagande infernale qui ira jusqu'au bout de sa



logique, puisque les instigateurs ne sont pas capables ni de se remettre en question, ni de faire marche arrière, ni d'avouer qu'ils se sont trompés ou ont menti.

Cependant, bon nombre de médias français ne cessent d'évoquer les conditions de vie déplorables à Alep est, le manque d'électricité, d'eau, de nourriture, de soin, ce qui est général à toute la Syrie qui subit depuis six ans une affreuse guerre mondiale accompagnée par des dures sanctions économiques. En revanche, ce qui est frappant est l'existence de connexion internet permettant à ces activistes d'affirmer sur les télévisions françaises que l'armée syrienne est en train d'exécuter les civils. Quelle chimère !

D'autres médias français ont l'indécence de lancer via internet des sondages demandant aux français s'ils souhaitent encore voir le président Bachar Al-Assad à la tête de la Syrie. Hormis l'absence de légitimité d'une

telle manœuvre, c'est l'esprit colonialiste qui se réveille de nouveau chez quelques personnes en France.

Pendant que la propagande mensongère se déchaîne, le Pape François envoie son ambassadeur en Syrie rencontrer le président Assad, lui transmettant un message de soutien. Le pape a aussi vendu son âme au diable ?

Toutefois, nombreux sont les français, journalistes, politiques et citoyens qui affirment que la victoire d'Alep est celle du président Poutine. Pour d'autres, cette victoire est celle de l'Iran et du Hezbollah, mais aucun ne mentionne que la victoire est celle de l'Etat syrien et son armée. Cela pour éviter d'attribuer une réussite ou un point positif à l'Etat syrien dans ce conflit.

La perversion a atteint en France des niveaux d'une dangerosité très élevée, qui se perçoit dans l'expression de certains jour-

nalistes ou chercheurs évoquant les rebelles de Daech. Toutefois, ont-ils oublié que Daech est classée par la communauté internationale comme organisation terroriste et bras armés d'Al Qaïda en Syrie ? La contradiction de leurs propos réside dans leurs affirmations que la France mène des frappes contre Daech en Syrie. Si nous les écoutons parler, Daech en Syrie ne sont que des rebelles, mais lorsqu'ils frappent en France ils deviennent des terroristes. Comment l'esprit français peut-il acquiescer cela ?

Les mêmes persistent dans leur calomnie, affirmant que la rébellion est mal armée face à l'Etat syrien. Ce fut la raison de sa perte à Alep.

Comment expliquer qu'une rébellion mal armée peut abattre des avions, peut bombarder les quartiers d'Alep ouest par des missiles Grad et autres armes lourdes. Il est convenable de regarder honnêtement ce que trouve actuellement l'armée syrienne dans les sous-sols des immeubles d'Alep en matière d'armements (de toutes sortes et de tous les calibres) étrangers.

Ce déchainement médiatique mensonger prouve la crainte d'une éventuelle prise de conscience du peuple français et sa découverte de la vérité. Cela montre également que les européens, notamment les français n'ont plus l'initiative politique et ne décident plus de rien au moins au Moyen-Orient.

Quant à la subite apparition du maire d'Alep est, il convient de préciser que depuis toujours il n'existe qu'un seul maire à Alep résidant dans les quartiers ouest sous contrôle de l'Etat. Cette farce est née après que la France ait demandé que l'est d'Alep devienne une zone indépendante du reste de la Syrie. La France veut-elle divisée la Syrie ?

Le soi-disant maire d'Alep dont nous n'avons jamais parlé auparavant demande de laisser les civils sortir de ses quartiers, il ne précise pas pour quelle destination. Il ne dit pas que les civils sortent déjà des quartiers est vers l'ouest, même avant ses apparitions. Mais, pourquoi les civils de l'est d'Alep ne partent pas avec les honnêtes rebelles modérés dans la région d'Idlib ?

Quant à la tour Eiffel, qui a été éteinte un soir en solidarité avec les civils d'Alep massacrés par l'armée syrienne et ses alliés, cela n'est pas d'une grande importance. Le risque majeur est que l'esprit obscurantiste ne retombe pas sur la France à cause de la politique de ses dirigeants en Syrie et au Moyen-Orient.

A l'heure Alep est libérée, songeons à l'étape suivante...

Antoine Charpentier

CHINE: PREMIÈRE SORTIE DANS LE PACIFIQUE DU PORTE-AVIONS LIAONING

■ ■ L'unique porte-avions chinois se dirige vers le Pacifique pour sa première sortie dans l'océan, a rapporté dimanche la presse officielle, au moment où la tension avec Taïwan est avivée par des commentaires du futur président américain Donald Trump.

Cette sortie en dehors des eaux de la mer de Chine est la première du bâtiment construit en Union soviétique et racheté par la Chine, a indiqué sur son site internet le quotidien Global Times. Le navire a été admis au service actif en septembre 2012.

«Une flottille de la marine chinoise, comprenant le porte-avions Liaoning, s'est dirigée vers l'ouest du Pacifique samedi pour des exercices prévus en pleine mer», avait annoncé l'agence Chine nouvelle samedi soir.

On ignorait la durée prévue de la sortie dans le Pacifique et l'itinéraire choisi par la flottille. Le Liaoning étant basé à Dalian, dans le nord-est de la Chine, il devrait logiquement

entrer dans le Pacifique en traversant le capet d'îles qui sépare Taïwan du sud du Japon. Le ministère japonais de la Défense a précisé dimanche avoir repéré la veille le groupe aéronaval, composé outre le porte-avions de sept bâtiments: trois destroyers, trois frégates et un navire de ravitaillement.

Selon Chine nouvelle, le porte-avions a effectué la semaine dernière des exercices en mer Jaune, entre les côtes chinoises et coréennes. Le Liaoning était alors accompagné de «plusieurs destroyers et frégates». Vendredi, des avions J-15 «ont décollé du Liaoning, effectuant des exercices tels que ravitaillement et confrontation en vol», selon la même source.

La marine chinoise avait par ailleurs annoncé le 15 décembre que le porte-avions avait mené son premier exercice avec des tirs réels, notamment d'une dizaine de missiles, en mer de Bohai, à l'intérieur des côtes chi-

noises. Ces exercices surviennent alors que la tension est soudainement remontée au début du mois entre Pékin et Taïwan, à la suite d'un entretien téléphonique entre Donald Trump et la présidente taïwanaise. Le régime communiste interdit tout contact officiel entre des Etats étrangers et Taïwan, qu'il considère comme une de ses provinces. Pékin n'exclut pas de recourir à la force pour rétablir sa souveraineté sur l'île.

La télévision d'Etat CCTV avait diffusé mi-décembre des images d'avions de chasse décollant du porte-avions, de cibles explosant dans des gerbes de flammes et de missiles tirés en l'air dégageant de longues traînées de fumée.

Mais la réelle force de projection apportée par le Liaoning reste méconnue. Les pilotes des avions de chasse apprennent encore à y apponter, une technique ardue que les armées occidentales rechignent à enseigner à

la Chine.

L'armée chinoise cherche à se moderniser, notamment pour contrer les Etats-Unis en mer de Chine méridionale, une zone revendiquée en grande partie par Pékin. L'US Navy a envoyé à plusieurs reprises ses navires croiser dans cette zone, où la Chine agrandit des îlots qu'elle contrôle afin d'appuyer ses prétentions.

La marine américaine reste considérée comme la puissance navale dominante dans le Pacifique, un statut que lui conteste de plus en plus Pékin. La marine chinoise a ainsi saisi le 15 décembre en mer de Chine méridionale un drone sous-marin appartenant aux Etats-Unis, avant de le restituer cinq jours plus tard.

Pékin construit actuellement son deuxième porte-avions, de conception entièrement chinoise, a annoncé en décembre 2015, le ministère de la Chine Défense.

AFP

Brésil - Jirau

Engie inaugure son très contesté barrage amazonien



Engie a annoncé la mise en service définitive du grand barrage de Jirau, au sud-ouest de l'Amazonie brésilienne à proximité de la Bolivie.

Par Olivier Petitjean

La construction de cet ouvrage démesuré aura été marquée par des problèmes et des controverses sans fin, avec lesquels la firme française n'en a sans doute pas fini. Sur place, les opposants au barrage dénoncent les violences et les menaces dont ils continuent à faire l'objet. Dans le même temps, Engie - tout comme Total - affiche son intérêt à racheter des actifs de Petrobras, l'entreprise pétrolière nationale en pleine crise.

L'entreprise française Engie a officielle-

ment inauguré la semaine dernière le méga-barrage de Jirau, sur le rio Madeira dans la région amazonienne du Brésil, après la mise en service de la dernière de ses cinquante turbines. Cette centrale hydroélectrique, dont la construction avait commencé il y a huit ans, a été marquée par de multiples problèmes et controverses, touchant aussi bien à ses impacts sur l'environnement (déforestation, déclin des populations de poisson traditionnellement pêchées par les riverains) et pour les tribus indigènes de la région qu'aux conditions de travail sur le chantier. Jirau a en effet connu deux émeutes ouvrières de grande ampleur, et des sous-traitants d'Engie ont été condamnés par la justice brésilienne pour travail forcé. Le processus d'autorisation du barrage avait été marqué par de nombreuses irrégularités et manœuvres politiques.

L'Observatoire des multinationales avait consacré une grande enquête en cinq volets à ce barrage et aux problèmes qu'il soulève.

Nous sommes ensuite revenus à plusieurs reprises sur ce dossier, notamment lorsque Engie a émis une « obligation verte » pour boucler son financement et lors des inondations dramatiques qui ont frappé la région au début de l'année 2014.

Irresponsabilité

Les problèmes ne sont pas pour autant réglés pour Engie. L'entreprise française encourt une amende de 2 milliards de réals brésiliens (environ 600 millions d'euros) de la part de l'autorité de régulation du secteur de l'électricité pour le retard du chantier. Le représentant d'Engie au Brésil a expliqué à Reuters que l'entreprise ne se considérait pas comme responsable des problèmes de sûreté sur son propre chantier ni de la révolte de ses propres ouvriers...

Des témoins locaux font également état de violations continues des droits humains dans la zone du barrage. Selon le Mouvement brésilien des personnes affectées par les barrages (MAB), une militante locale très active dans la contestation du barrage, Nilce de Souza Magalhães, dite « Nicinha », a été assassinée en janvier 2016, et deux autres militantes sont aujourd'hui exposées à des menaces physiques, en raison de leur activisme sur les conditions de compensation et de relogement des populations affectées par le barrage. Le petit État de Rondônia, où se situe Jirau, apparaît comme l'un des plus violents du Brésil, avec pas moins de dix-sept défenseurs des droits humains assassinés en 2016, soit 30% du total national.

Malgré toutes les controverses occasionnées par ce barrage, Engie n'a pas hésité à s'engager dans une politique très active de « greenwashing » de Jirau. L'entreprise met par exemple en avant la création d'une ville nouvelle, Nova Mutum Paraná, sans préciser que de nombreux habitants ont refusé de s'y installer, et qu'elle laissait se développer à quelques kilomètres de là une ville champignon à l'atmosphère de far west, Jaci Paraná, pour tous ceux dont elle ne se sentait pas « responsable » (voir le film réalisé par Reporter Brasil, *Jaci - le sept péchés d'un ouvrage amazonien*). L'ouvrage a égale-

ment permis à Engie de bénéficier de « crédits carbone » lui permettant de continuer à émettre des gaz à effet de serre ailleurs.

Engie et Total lorgnent sur les actifs de Petrobras

En même temps qu'elle annonçait la mise en service de la dernière turbine de Jirau, l'entreprise énergétique française a également affiché son intérêt pour certains actifs de Petrobras. La firme pétrolière nationale brésilienne est au centre d'un vaste scandale de corruption qui a entraîné une profonde crise politique dans le pays. La présidente Dilma Rousseff a été débarquée par une coalition d'élus conservateurs directement impliqués dans le scandale, ce qui a été qualifié de « coup d'État légal » par de nombreux militants et observateurs brésiliens et internationaux.

Le nouveau gouvernement s'est immédiatement embarqué dans un programme d'austérité et de privatisations sans précédent. Celui-ci implique notamment la libéralisation du secteur pétrolier et la vente d'actifs de Petrobras pour résorber sa dette. Une opportunité que Total aura été la première à saisir, en signant il y a quelques semaines un accord de partenariat approfondi avec Petrobras (comparé par certains à l'alliance Renault-Nissan) pour développer des projets pétroliers et gaziers au Brésil et ailleurs dans le monde, mais aussi potentiellement étendre leurs activités dans le domaine de la production et la distribution d'électricité au Brésil même. Le P-DG de Total, Patrick Pouyanné, aura été l'un des premiers dirigeants de multinationale à rencontrer officiellement Michel Temer, le nouveau et très impopulaire président brésilien.

Selon la presse brésilienne, les discussions sont d'ores et déjà en cours pour que Total acquiert une partie des actifs de Petrobras dans plusieurs gisements pétroliers très convoités du « pre sal », au large des côtes brésiliennes. Quant à Engie, elle serait surtout intéressée par des actifs de Petrobras dans le gaz et les infrastructures gazières.

Olivier Petitjean



Philippines

Des milliers de personnes fuient le typhon Nock-Ten

Des dizaines de milliers de Philippins ont été évacués hier des régions côtières et d'autres endroits à risques de l'est de l'archipel à l'approche du puissant typhon Nock-Ten, le jour de Noël.

Les autorités ont mis en garde contre la possibilité de vagues géantes de 2,5 mètres, de glissements de terrain et d'inondations soudaines dans la péninsule de Bicol et les îles avoisinantes.

Les évacuations pourraient concerner à terme des centaines de milliers de personnes, ont indiqué les autorités.

«Nous nous sommes promenés avec des mégaphones pour demander aux gens de manger leur petit-déjeuner, de faire leurs sacs et de monter dans les camions de l'armée», a dit à l'AFP Alberto Lindo, un responsable d'Alcala, localité de 3.300 personnes proches du Mayon, un volcan actif.

«Sur les flancs du volcan, il y a d'importants dépôts de cendres, qui sont susceptibles d'être délogés par les fortes pluies puis d'ensevelir les maisons», a-t-il ajouté.

Parmi les premiers à être évacués, une centaine de bébés, des jeunes enfants et leurs parents ainsi que des personnes âgées ont été conduits dans une école à quelques kilomètres de là alors que des vents violents commençaient à secouer les arbres.



Noël perturbé

Nock-Ten, qui doit son nom à un oiseau du Laos, doit toucher terre sur l'île de Catanduanes, dans la région de Bicol dimanche dans la soirée, avant d'atteindre lundi la région de Manille, plus au nord.

Bicol, région pauvre et essentiellement agricole où vivent 5,5 millions de personnes, est souvent la première touchée par la vingtaine de typhons qui affligent l'archipel chaque année. Pour cette raison, les autorités estiment avoir éprouvé leurs procédures d'urgence de façon à minimiser le nombre

de victimes.

Les autorités ont contraint plus de 12.000 habitants à quitter les côtes de Catanduanes.

Dans la province voisine de Carmarines Sur, près de 90.000 habitants ont été évacués afin d'avoir «zéro victimes», a déclaré son gouverneur Miguel Villafuerte sur sa page Facebook.

D'après le Centre américain de prévention des typhons, Nock-Ten sera accompagné en touchant terre de vents soutenus de 231 kilomètres par heure, soufflant en rafales de 278 km/h. La tempête devrait affecter au total une zone où vivent près de 42 millions d'habitants, y compris Manille.

Nock-Ten, qui va déferler sur les Philippines alors que la saison des typhons est normalement terminée, perturbe sérieusement les festivités de Noël, moment important dans l'archipel peuplé en grande partie par des catholiques fervents. Certains vols ont été annulés tandis que toutes les liaisons par ferry ont été suspendues.

A Manille, où des centres d'urgence ont été ouverts, les autorités ont demandé aux habitants des bidonvilles proches de la mer de partir. De même, les touristes doivent éviter d'aller sur les plages au sud de la capitale.

Les scientifiques estiment que la virulence des tempêtes de ces dernières années est imputable au changement climatique. En novembre 2013, 7.350 personnes avaient péri ou avaient été portées disparues lors du passage du super-typhon Haiyan.

AFP

Dernier message de Noël pour le président Obama

Le président américain Barack Obama et son épouse Michelle ont adressé samedi leur dernier message de Noël à leurs compatriotes, soulignant au passage les valeurs qui unissent les Américains, quelle que soit leur foi.

«L'idée est que nous devons chacun être le protecteur de notre frère, de notre sœur, que nous devons traiter les autres comme nous voudrions être traités», a insisté Mme Obama.

Le président américain a souligné que «ces valeurs ne servent pas seulement à guider sa famille dans la foi chrétienne, mais également les juifs Américains, les Américains musulmans, les non croyants, et les Américains de tous profils et de toutes origines».

Ces huitièmes et derniers voeux de Noël du couple Obama interviennent à un moment où les Etats-Unis sont particulièrement divisés, après une campagne présidentielle acerbée qui a conduit à l'élection du milliardaire républicain Donald Trump.

Lors de ce dernier message depuis la Maison Blanche, le couple Obama est apparu d'humeur joyeuse, avec en accompagnement des

extraits des premiers voeux présidentiels du président démocrate, pour Noël 2009, où il ne pouvait s'empêcher de s'esclaffer.

Barack Obama a également utilisé ce dernier message pour souligner ce qu'il avait accompli durant ses deux mandats à la tête des Etats-Unis, assurant que le pays est beaucoup plus fort aujourd'hui qu'il ne l'était lors de sa première élection en novembre 2008.

«Ensemble, nous avons redressé la barre face à la pire récession depuis 80 ans, et nous avons ramené le chômage à son plus bas niveau depuis neuf ans», a-t-il insisté.

«Nous avons fait que les Etats-Unis sont désormais plus respectés à travers le monde, nous avons assuré le leadership dans le combat pour protéger la planète que nous laisserons à nos enfants, et bien plus encore», a plaidé le président américain, qui passera le relais à Donald Trump le 20 janvier. Comme d'habitude, le président américain et son épouse ont également salué les militaires américains déployés dans le monde, ainsi que leurs familles.

AFP

Corée du Sud

550 000 manifestants réclament toujours le départ de la présidente

Des dizaines de milliers de Sud-coréens ont défilé à Séoul samedi pour réclamer encore le départ immédiat de la présidente Park Geun-Hye, en pleine procédure de destitution de cette dernière en raison d'un scandale de corruption.

Malgré un froid polaire, scindés en trois colonnes, 550 milles Coréens, selon les organisateurs, ont marché vers la Maison Bleue, siège de la présidence, les bureaux du Premier ministre et la Cour constitutionnelle. «Arrêtez Park immédiatement», scandaient les manifestants, qui ont demandé à la Cour constitutionnelle d'accélérer la procédure de destitution de la

présidente.

L'Assemblée nationale a voté le 9 décembre une motion de destitution de Mme Park qui est empêtrée dans un retentissant scandale de corruption.

La Cour, qui a entamé ses travaux jeudi, dispose de 180 jours pour entériner ou non le départ de Mme Park, accusée de complicité avec une vieille amie, Choi Soon-Sil, elle-même jugée pour extorsion et abus de pouvoir.

Les manifestations se tiennent pour le neuvième samedi consécutif et avaient rassemblé, au plus fort de la crise, plus d'un million de personnes.

La présidente conserve son titre mais ses pouvoirs ont été transmis au Premier ministre. Si les juges confirment sa destitution après avoir entendu toutes les parties, une présidentielle anticipée devra être organisée dans les 60 jours.

Mme Park est accusée par le parquet de complicité avec son amie de 40 ans Choi Soon-Sil, qui est jugée pour extorsion et abus de pouvoir. Mme Park est également accusée d'avoir ordonné à ses collaborateurs de transmettre des documents officiels à son amie, qui n'avait ni fonction officielle ni les autorisations de sécurité nécessaires.

R. Y.

Pour éviter tout conflit d'intérêt Trump annonce son intention de fermer sa fondation philanthropique

Le président élu des Etats-Unis, Donald Trump a annoncé samedi qu'il avait «l'intention» de dissoudre sa fondation philanthropique pour «éviter ne serait-ce que l'apparence de tout conflit» d'intérêt.

Il a missionné son conseil pour effectuer les démarches nécessaires à cette dissolution, selon un communiqué publié samedi.

«Pour éviter ne serait-ce que l'apparence d'un conflit de tout conflit d'intérêt avec mon rôle de président, j'ai décidé que je poursuivrai mon engagement philanthropique d'une autre manière», a indiqué Donald Trump, cité dans le communiqué.

Saluant le travail «énorme» effectué selon lui par cette fondation, le président élu a affirmé ne pas vouloir «que du bon travail soit associé à un possible conflit d'intérêt».

Depuis son élection, le 8 novembre, Donald Trump a promis d'abandonner à ses fils et à des tiers la gestion de son empire immobilier, bien que la loi ne l'y oblige pas.

Il devait détailler son plan lors d'une conférence de presse annoncée pour mi-décembre mais qu'il a reportée à une date non précisée.

Après son élection, les mises en garde se sont multipliées au sujet de conflits d'intérêt potentiels entre sa fonction de président et ses sociétés.

R. I.

FestivAlgérie

Public nombreux à la salle de l'Opéra d'Alger

L'Irakien Omar Zyad, l'Orchestre régional d'Alger de musique andalouse et Abdelmoumen Abderrahim du Maroc ont animé à Alger la soirée de vendredi du 11^e Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes (FestivAlgérie), dans une ambiance onirique.



Le public nombreux de la prestigieuse salle de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh a pu apprécier divers genres musicaux menés avec brio, trois heures et demie durant, par des instrumentistes chevronnés qui ont permis le voyage dans l'univers attrayant de différents terroirs culturels.

Représentant l'Irak, Omar Zyad Hikmat au qanun, accompagné par Ahmed Finjam à la contrebasse et Mustapha Sabaa à la percussion a embarqué l'assistance dans les méandres mélodieux des maqamet et les cadences apaisantes des mowachahs dans une belle fusion des genres algérien, irakien et égyptien. Le qanuni, brillant de technique et de maîtrise a rendu une prestation pleine dans une interprétation à deux pupitres, accompagnant en arpège la mélodie avec un doigté impressionnant d'agilité, au-delà du soutien rythmique de la contrebasse et de la percussion.

Ouvrant de nouveaux champs féconds à l'interprétation, Omar Zyad Hikmat, a livré une véritable démonstration, apportant la preuve que le

qanun, instrument noble, jusque-là présent que dans les orchestres orientaux, pouvait parfaitement figurer dans des ambiances jazz et de musiques du monde. Parmi les pièces interprétées par le qanuni irakien, *Chellalet*, ainsi que deux de ses compositions, *Baghdad kama araha* (Baghdad telle que je la vois) et *Galgamech* pour clore, dans des atmosphères de grands spectacles, avec la reprise de *Allô, Allô* de El Hachemi Guerouabi, *Ya Rayeh* de Dahmane El Harrachi et *Abdelkader ya Boualem* de Rachid Taha et Khaled Hadj Brahim.

Trois courts passages en solo, de Hana Boukhris de Tunisie, Youssef Kassimi Alami du Maroc et Ahmed Hosein El Sheikh de Syrie, participants aux ateliers de formation accompagnant le 2^e Symposium du qanun, ont ensuite succédé à la première partie, interprétant *Fakkarouni* de l'Astre de l'Orient Oum Kalthoum, *Touchiyet Istihlel* du patrimoine andalou marocain et *Nostalgia* du compositeur grec Yanni. L'Orchestre régional d'Alger de musique andalouse et sa vingtaine d'in-

strumentistes dirigés d'une main de maître par Cheikh Mokdad Zerrouk a offert à l'assistance un florilège de pièces du patrimoine, interprétées par le violoniste et directeur artistique de l'Association culturelle Mezghena, Kamel Belkhouja auquel un hommage a été rendu dans une ambiance relevée. Dans le mode Araq/ Ghrib, l'Orchestre régional d'Alger, longtemps applaudi par le public, a rendu une nouba sans le mouvement M'seddar, interprétant les pièces, *Tidkaroukoum Indi*, *Ya mouqabil*, *Ya Saâten Haniya*, *Ya hadjiri Law Zortani*, *Billah Ahwar*, *Kaliftou Bi Badri* et *Kadriya Araq*. Chanteur libre, Abdelrahim Abdelmoumen du Maroc est intervenu en fin de soirée avec un répertoire de pièces dans le genre soufi, soutenu par un orchestre de six musiciens qui ont fait bonne impression dans des rythmes ternaires envoûtant et festifs, à l'usage de la tradition marocaine. L'exploitation intelligente du contre temps donnant lieu à un balancement rythmique incitant au déhanchement et la division des notes mélodiques en

croches a donné de l'entrain à la prestation marocaine, aux textes invitant à la méditation. Parmi les chants rendus par Abdelrahim Abdelmoumen *La Ilaha Illa Allah*, ou encore *El Horm Ya R'soul Allah*, avant de prier la chanteuse andalouse Lila Borsali, présente dans la salle en spectatrice et agréablement surprise, de le rejoindre pour enchanter l'assistance - qui l'a gratifiée d'une standing ovation - avec sa voix suave dans des pièces interprétées en duo.

Ravis de leur présence en Algérie, Abdelrahim Abdelmoumen et ses musiciens ont entonné, à l'issue de leur remarquable prestation, l'hymne national algérien devant un public debout.

Le 11^e Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes (FestivAlgérie) s'est poursuivi avec au programme de la journée de samedi dernier avec l'Ensemble azéri Buta, l'Association de musique andalouse Dar El Ghernatia d'Algérie et le chanteur tunisien Abdallah Dhaouadi. **R. C.**

«Sfax, capitale de la culture arabe 2016»

Des activités annulées en raison de problèmes financiers

Le comité exécutif de la manifestation «Sfax, capitale de la culture arabe 2016» a annulé une série d'activités programmées pour le mois de décembre à cause d'une «crise économique aiguë» et la «non-attribution de fonds par le ministère des Finances», a indiqué samedi le service presse de la manifestation dans un communiqué.

Le comité exécutif de la manifestation a déploré «une trésorerie encore vide malgré des promesses de versement d'allocations dans les plus brefs délais pour payer les dettes et poursuivre le parachèvement des programmes culturels prévus».

Le comité exécutif se dit, selon l'agence TAP qui cite le communiqué, «complètement paralysé pour poursuivre ses activités ou pour réaliser une manifestation quelle que soit sa nature».

Les programmes annulés sont, selon le communiqué, une rencontre sur la culture pour enfants à l'ère des mutations dans le Monde arabe (22-23 décembre), une conférence sur le rôle de la pensée dans la lutte antiterroriste (24-25 décembre), une foire des instruments de chirurgie chez les Arabes (26 décembre) et la 4^{ème} Rencontre des musiques du monde.

Un autre événement intitulé «Les quatre saisons de la poésie» auquel étaient invités les grands poètes arabes Adonis et Abdel Muti Hijazi, a été aussi annulé.

K. M.

Batna

Trois nouvelles bibliothèques publiques réceptionnées

Trois nouvelles bibliothèques seront réceptionnées, au cours de l'année 2017, dans la wilaya de Batna, a-t-on appris, mercredi du directeur local de la culture, Omar Kebour.

Ces nouvelles infrastructures sont en cours de réalisation dans les communes de Merouana, de Ras El Ayoun et de Sefiane, a précisé la même source, indiquant qu'un montant global de l'ordre de 105 millions DA a été mobilisés pour ces projets et dont le taux d'avancement des chantiers varie entre 50 et 98 %.

Le directeur de la culture a, à ce propos, souligné qu'avec la réception de ces établissements la wilaya de Batna disposera de 64 bibliothèques publiques, dont 42 réalisées sur Fonds commun des collectivités locales (Fccl).

Rappelant l'encadrement des bibliothèques relevant du secteur de la culture, actuellement, au nombre de 17 dans cette wilaya, M. Kebour a affirmé que ces dernières ont, dans la majorité des cas, eu recours à des recrutements dans le cadre du pré-emploi pour combler le déficit en personnel enregistré dans certaines localités.

Depuis le début de l'année 2016, le fonds documentaire des 61 établissements de lecture de la capitale des Aurès a été renforcé par la distribution de plus de 170 000 ouvrages, a-t-il détaillé.

Pour rappel, la wilaya de Batna, dont la bibliothèque centrale se trouve au nouveau pôle urbain Hamla 1, dispose également d'une bibliothèque itinérante.

Reda A.

L'étoile filante de Félix Charpentier

Prochainement exposée au Musée de Tébessa

L'étoile filante, une sculpture de l'artiste français, Félix Maurice Charpentier (1858-1924), sera exposée au Musée public national de Tébessa après avoir demeurée cachée depuis 1990, apprend-on mercredi de l'administration de cet établissement.

Cette sculpture rare sera examinée et nettoyée par des experts avant d'être présentée au public dans le musée, a précisé la même source.

Charpentier a réalisé sur marbre blanc

deux «copies» de cette sculpture, l'une sur la place de Théveste à Tébessa en 1897 et l'autre dans la capitale danoise Copenhague.

La sculpture de deux mètres de long pèse plus de 13 quintaux et repose sur un socle sur lequel ont été gravés le nom et la signature de l'artiste ainsi que la date de sculpture, a indiqué Azzedine Lotfi, directeur local des musées et sites archéologiques.

Cette oeuvre qui a échappé en 1990 à une tentative de la scier en deux pour la

voler a été depuis cachée dans un dépôt de l'amphithéâtre de la ville a précisé M. Azzedine qui a assuré que la sculpture a été transportée mardi dernier par la direction locale des musées et des sites archéologiques du théâtre archéologique vers le Musée public national de Tébessa en présence de l'inspecteur général de la wilaya, d'experts, du directeur de la culture, de la directrice du Musée national de Tébessa et des services de sécurité.

O. R.

PAROLES DE FEMMES

«L'âge ne vous protège pas des dangers de l'amour. Mais l'amour, dans une certaine mesure, vous protège des dangers de l'âge.»
Jeanne Moreau



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Si vous voulez que j'aime encore, rendez-moi l'âge des amours.»

Voltaire

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Charlène
de Monaco et ses
jumeaux

«Ils sont ce que j'ai de plus important dans ma vie»

Dans les pages de *Paris Match*, Charlène de Monaco évoque son bonheur aux côtés des jumeaux Jacques et Gabriella. Les voir grandir la comble de joie... même si elle avoue que le duo peut-être éreintant !

C'était la première fois qu'elle était si loin d'eux, à plus de 6 000 km... et ils lui manquaient terriblement. Pendant son voyage officiel en Inde, il y a 10 jours, Charlène de Monaco s'est confié à *Paris Match* sur son rôle de mère, et sur l'amour qu'elle porte à ses jumeaux, Jacques et Gabriella. «Ils sont ce que j'ai de plus important dans ma vie», a-t-elle avoué sans détour. Avant d'ajouter, attendrie : «Ils ont cette chance inouïe de se sentir en sécurité.»

Les deux bambins, qui viennent de fêter leurs deux ans, semblent combler leur mère de bonheur. Plus que jamais, ils sont sa raison d'être. «C'est impossible de ne pas être heureux quand ils vous tendent les bras au réveil, s'extasie-t-elle encore dans *Paris Match*. Et c'est un vrai casse-tête de choisir lequel des deux étreindre le premier, ils sont devenus si lourds à porter ensemble.»

En revanche, l'épouse d'Albert de Monaco admet qu'élever des jumeaux est épuisant. «Avoir des jumeaux est éreintant, probablement plus encore lorsqu'ils sont de sexe différent, car leurs besoins et leur ressenti ne sont pas identiques. Deux fois plus de travail, mais aussi deux fois plus de joie !»

Pendant son déplacement en Inde, Charlène de Monaco a pris soin de trouver des cadeaux pour ses deux petits anges : un sari rose des Mille et Une Nuits pour Gabriella et un adorable costume de maharadjah pour Jacques.



COUPLE

Les cinq règles d'or pour rompre en douceur



Il est gentil et attentionné. Mais avec lui, l'étincelle n'est pas venue ou ne viendra jamais. Il faut alors couper court à votre histoire, sans pour autant briser l'ego de ce garçon qui ne le mérite pas... mode d'emploi pour une séparation sans trop de dégâts.

AMENEZ LE PROGRESSIVEMENT À LA RUPTURE

Même si vous êtes convaincue de l'issue, trop de précipitation dans votre façon de faire n'est pas conseillée. Avant de lui annoncer le fatidique «c'est fini», balisez le terrain en espaçant vos rendez-vous ou vos câlins, en cessant d'employer les «je t'aime», «mon chou-chou» et autres petits mots doux. En bref, montrez-vous moins présente et moins affectueuse. Ce qui le préparera psychologiquement, au moins un peu, à ce que vous allez lui annoncer...

CONSACREZ DU TEMPS À L'AFFAIRE

Même si la tentation est grande de lui balancer la chose par SMS ou entre deux portes avant qu'il ne parte au boulot, n'y cédez pas ! Prévoyez un vrai moment, autour d'un café ou d'un repas, donnez à votre futur ex de l'espace pour qu'il puisse exprimer sa tristesse et/ou son ressentiment.

NE VOUS METTEZ PAS EN MODE REPROCHE

Plutôt que d'affirmer que vous le quittez parce que c'est un immature pathologiquement attaché à sa mère ou parce son côté dépressif vous plombe (ce qui n'est pas loin de la vérité), choisissez plutôt de dire que vos sentiments ne sont plus ce qu'ils étaient autrefois. Mais que vous ne regrettez aucun des instants que vous avez passés avec lui.

NE DONNEZ PAS INUTILEMENT DES DÉTAILS BLESSANTS

Évitez de la même manière de lui préciser qu'il n'a été pour vous qu'un mec de transition ou un pansement pour oublier votre ex. Si, de son côté, il ambitionnait de vous emmener devant Monsieur le Maire et de vous faire une tripotée d'enfants, ses rêves pourraient lui exploser d'un coup à la figure et lui faire méchamment mal.

N'EXHIBEZ PAS LE NOUVEL AMOUR DE VOTRE VIE

Et si une tierce personne a motivé cette séparation et même si la personne en question est une sorte d'hybride de Ryan Gosling (pour le physique) et d'Einstein (côté neurones), résistez à l'envie de vous montrer tout de suite à ses côtés. Et de crier votre bonheur sur les toits... Imaginez ce que vous ressentiriez si vous voyiez votre néo-ex parader, le lendemain de votre rupture, avec un sosie d'Eva Mendes à gros QI !



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Ligue 1 Mobilis (15^e journée)

La JSK gagne enfin !

La JS Kabylie a attendu l'ultime journée de la phase aller pour remporter sa première victoire à domicile de la saison et c'est le CR Belouizdad qui en a fait les frais, samedi à Tizi-Ouzou (1-0), au moment où le MO Béjaïa a enchaîné un 13e match sans succès, après sa défaite (1-0) chez le NA Hussein Dey, alors que le RC Relizane est allé ramener un bon nul (1-1) de chez le CA Batna. Le but des Canaris a été inscrit par Mohamed El Hadi Boulaouidet, juste avant la fin de la première mi-temps, et ses coéquipiers ont fini le travail en défendant vigoureusement ce maigre acquis, jusqu'au coup de sifflet final. Un court mais précieux succès, qui permet au club du Djurdjura de s'extirper provisoirement de la zone de relégation, pour rejoindre le CR Belouizdad, le CA Batna et le DRB Tadjenanet à la 10e place, ex-aequo avec 16 points chacun. A l'instar des Canaris, le NA Hussein Dey s'est contenté d'un seul but, signé Abdelghani Khiat à la 11e minute de jeu pour s'adjuger les trois points de la victoire contre le MO Béjaïa, et se hisser par la même occasion à la 7e place, ex-aequo avec l'USM Bel-Abbès, avec 21 unités. Les Crabes, eux, qui enchaînent leur 13e match consécutif sans la moindre victoire, toutes compétitions confondues, restent lanterne rouge et avec désormais cinq longueurs



de retard sur l'avant-dernier, le RC Relizane, qui lui est allé chercher un bon nul au cours de cette 15e journée, de chez le CA Batna (1-1). Pourtant, c'est le club des Aurès qui a ouvert la marque à la 55e minute, par Atouche, mais à force d'insister, le RCR a réussi à niveler la marque, par Benayed (79'). Une grosse désillusion pour le CAB, qui après cet échec à domicile reste dans la 2e partie du tableau, avec 16 points, alors qu'une victoire aurait mis dans une position plus confortable dans le milieu du classement. Jeudi et vendredi, en ouverture de cette dernière journée de la phase aller, ce sont majoritairement les clubs hôtes qui ont réussi les meilleures affaires, à commencer par le MC Oran, qui s'était emparé seul de la 2e place du classement général, en battant le CS Constantine (2-1). Les Sanafir étaient les premiers à ouvrir le score dans ce match, par Bezzaz (10e), mais la réaction des gars d'El

Hamri a été quasi immédiate, puisque juste après l'égalisation de Bentiba, sur penalty (30e), Souibaà a ajouté un deuxième but à la 35e minute, offrant ainsi une précieuse victoire à son équipe, qui termine la phase aller en dauphin, avec 28 points. Le club de l'Ouest profite de la défaite concédée par l'USM Alger (3e, 26 pts) jeudi sur le terrain de la JS Saoura (1-0) pour rester au contact du Doyen, vainqueur jeudi face à l'USM Bel-Abbès (3-1) et sacré champion d'hiver avec 30 points. De son côté, le CSC (14e, 14 pts) continue à broyer du noir et se retrouve dans une position de premier club reléguable, après la victoire de la JS Kabylie contre le CR Belouizdad. La dernière victoire de la formation de «Cirta» remonte à la 7e journée en déplacement face au CRB (2-1). Depuis, le CSC a cumulé les faux-pas dont une élimination en 16es de finale de la Coupe d'Algérie face à la JS Saoura (1-0). De son côté, l'USM Harrach (9e, 19 pts) a été tenue en échec à domicile par

le nouveau promu, l'Olympique de Médéa (4e, 25 pts), véritable révélation de cette première partie de saison. Il s'agit du septième match nul pour les Harrachis durant la phase aller, eux qui restent tout de même invaincus depuis la 9e journée de la compétition. Pour sa part, l'ES Sétif (5e, 25 pts) a peiné pour l'emporter à domicile face au DRB Tadjenanet (1-0) grâce à un but signé Akram Djahnit (23e). L'Aigle noir est en train de suivre la cadence imposée par le peloton de tête et se place dans une position favorable pour essayer de reconquérir le titre de champion, perdu l'an dernier au profit de l'USMA. Le «Difaâ» (11e, 16 pts) est lui en baisse de régime par rapport au bon visage qu'il avait affiché l'an dernier pour sa première expérience parmi l'élite. Le DRBT accuse sérieusement le pas depuis quelques journées et se voit sérieusement menacé par un éventuel retour des mal-classés.

Imad M.

Tennis / Masters 2016 (seniors / messieurs)

Hassan (ASSN) et Ghezzal (GSP) en finale

■ La finale du Masters 2016 de tennis mettra aux prises Mohamed Hassan, de l'AS Sûreté Nationale (ASSN), et Youcef Ghezzal, du GS Pétroliers, dimanche à partir de 10h00, au Tennis Club de Sidi-Fredj (Alger). Hassan s'est qualifié en battant Hicham Yasri, du RC Boumerdès, par deux sets à zéro (6-3, 6-3) en demi-finale disputée samedi, au moment où Ghezzal a profité de l'abandon de Kerroum au 3e set pour aller en finale. Kerroum avait bien démarré son match, remportant le premier set (6-4), avant de concéder le deuxième (6-2), pour abandonner finalement à l'entame du 3e set, après avoir été victime d'un malaise. C'est d'ailleurs sur conseil du médecin qu'il a arrêté. Chez les dames, c'est Amira Benaïssa, de l'AS Sûreté Nationale (ASSN), qui a remporté ce Masters 2016, en battant Fatima Boukezzal, du GS Pétroliers, par deux sets à zéro. Benaïssa était la grande favorite de ce tournoi, devant clôturer la saison 2016, et elle a confirmé les pronostics en dominant assez facilement Boukezzal (6-0, 6-2). Ce Masters 2016 devait réunir initialement les 16 meilleurs tennismen qualifiés du Circuit fédéral (8 messieurs et 8 dames), mais l'absence de certains clubs, notamment le NT Skikda, a limité la participation chez les dames à seulement quatre joueuses. Ainsi, contrairement aux messieurs qui comptaient deux poules de quatre tennismen chacune, les quatre dames ont été regroupées dans une poule unique. Il s'agit d'Amira Benaïssa et d'Amina Hassan, de l'AS Sûreté Nationale, ainsi que de Fatima Boukezzal (GS Pétroliers) et Benhalima Sofia (Hydra AC). Chez les messieurs, la poule «A» était composée Ghezzal Youcef et Akili Sid-Ali du GS Pétroliers, ainsi que de Mohamed Hassan (AS Sûreté Nationale) et d'Aïssa Khelifa Amine (Haï Salem / Oran). La poule «B» quant à elle avait regroupé Kerroum Mohamed Amine (GS Pétroliers), Yasri Hicham (RC Boumerdès), Ahmed Oueddane (AS Sûreté Nationale) et Fazil Habbouche (Hydra AC).

Le joueur a reçu une offre des Seattle Sounders

Soudani vers les Etats-Unis

La presse américaine spécialisée a révélé cette semaine que Seattle Sounders, un club de la MLS, le championnat américain, suit l'international algérien et l'attaquant du Dinamo Zagreb, Hilal El Arabi Soudani. L'intérêt de Seattle a été signalé pour la première fois il y a deux semaines par notre confrère le Buteur. La presse américaine cite des sources au sein du club qui confirme cet intérêt et elle qualifie Soudani, 29 ans, 21 buts en 28 matchs avec les Verts de joueur « expérimenté », ayant disputé 3 matchs lors de la Coupe du Monde 2014. Hilal Soudani a passé les trois dernières années avec le club croate Dinamo Zagreb. Il a signé 45 buts en 92 matchs de championnat pour le club et 13 buts en 43 matchs en compétition européenne, y compris deux buts en 11 matchs en Ligue des champions que son club a joué cette année.

Avec ce parcours en Europe, les dirigeants de Seattle Sounders se sont rendus en Europe, notamment le président du club, Garth Lagerwey, pour voir Soudani et Zagreb jouer face à la Juventus. Le Dinamo Zagreb a perdu 2-0 face aux géants italiens et a terminé dernier dans le groupe H, mais la performance de l'attaquant algérien a été estimée sans reproche au plan individuel.

Les dirigeants de Seattle confirment aussi que Soudani, dont la carrière est gérée par l'agence Europe Sports Group, captive l'intérêt des clubs de championnat anglais Newcastle, Brighton et Norwich City qui savent que le joueur sera hors du contrat à la fin

de la saison actuelle. Selon les sources internes au club de Seattle, Soudani a demandé à Seattle à ce qu'on lui adresse un contrat pour l'étudier avant de signer. Si le joueur accepte, il sera après Raïs M'bolhi le second footballeur algérien à jouer en MLS. Il sera coaché par l'entraîneur américain Brian Schemetzer, ancien joueur du même club depuis les années 1980 et actuel entraîneur depuis 2002. La rémunération de Soudani ne devrait pas être modeste, vu les capacités financières du club. En effet, le club appartient à différents gros investisseurs. L'investisseur principal est le producteur d'Hollywood, Joe Roth. Adrian Hanauer, propriétaire des Seattle Sounders évoluant en Première division de la USL, Paul Allen, cofondateur de Microsoft et propriétaire des Seattle Seahawks et des Portland Trail Blazers, ainsi que le comédien Drew Carey ont également investi dans ce club. Pour pouvoir participer à la Major League Soccer (MLS), la franchise a dû payer trente millions de dollars, dix millions de dollars de plus que le dernier club à avoir intégré la MLS, les San José Earthquakes. Fondé en 1994, le club a obtenu une place en MLS pour la saison 2009. Les Sounders jouent leurs matchs à domicile au CenturyLink Field de Seattle et sont célèbres pour jouer devant les plus fortes affluences de MLS. Actuellement, les Seattle Sounders préparent la nouvelle saison 2017 qui s'ouvre en mars.

R.S.

Meilleur joueur maghrébin

Mahrez, Slimani et Ghoulam nommés

Les internationaux algériens, Riyad Mahrez, Islam Slimani et Fawzi Ghoulam, sont nommés pour le trophée de meilleur joueur maghrébin de l'année 2016 qu'attribue le bi-hébdomadaire "France Football", indique cette publication samedi. Mahrez, Slimani (Leicester City, Angleterre) et Ghoulam (Naples, Italie) sont concurrencés par les Marocains, Younes Belhedna (Nice, France), Sofiane Boufal (Southampton, Angleterre) et Hakim Ziyache (Ajax, Pays bas),

ainsi que les Tunisiens, Aymen Abdennour (Valence, Espagne), Wahbi Khazri (Bordeaux, France) et Ali Maaloul (Ahly, Egypte). Le meilleur joueur maghrébin sera déclaré à l'issue d'une opération de vote à laquelle participe le public et qui se poursuivra jusqu'au 6 janvier prochain, indique le journal. C'est Mahrez qui s'est adjugé le trophée en 2015 lorsqu'il avait succédé à son compatriote Yacine Brahimi (FC Porto, Portugal), sacré en 2014.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

ACTU...

Tamanrasset

Un policier tué par un déséquilibré

Un policier en faction a été mortellement poignardé hier matin par un malade mental, rapporte la Radio nationale.

«Un policier a été tué par un malade mental connu pour ses antécédents psychiatriques», confirme à TSA, la cellule de communication de la Dgsn. Le policier a été poignardé dans le dos par l'agresseur au niveau d'un carrefour dans un quartier de la ville. Grièvement blessé, l'agent de l'ordre a été évacué dans un hôpital par la Protection civile, mais il a succombé à ses blessures.

«L'agresseur a été arrêté et se trouve actuellement dans les locaux de la police pour les besoins de l'enquête», selon la même source.

Aujourd'hui et demain à Alger

Suspension de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes

Une suspension totale de l'alimentation en eau potable touchera lundi de 8h00 jusqu'à mardi à 8h00 plusieurs communes de la wilaya d'Alger en raison de travaux de réparation d'une canalisation de transport d'eau, a annoncé hier dans un communiqué la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal).

Cette suspension totale de l'alimentation en eau potable touchera les communes de Kouba (Parc Ben Omar, Cité Djillali Lyabès, Cité la Cadat, Appreval et Cité El Bahia), Badjarrah (en partie), Gué de Constantine (en partie) et Bourouba (en partie), selon la même source.

La Seaal a assuré que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement durant la journée de mardi 27 décembre.

Elle rappelle qu'un dispositif de citernage sera mis en place pour la durée de la suspension afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers.

R. N.

Grande-Bretagne

Souffrante, la reine Elizabeth renonce à la messe de Noël

La reine Elizabeth, souffrant depuis cette semaine d'un sévère refroidissement, n'a pas assisté hier à la traditionnelle messe de Noël, une première depuis plusieurs décennies, a annoncé le palais de Buckingham.

Elizabeth, âgée de 90 ans, et son mari le prince Philip, 95 ans, ont reporté d'une journée leur déplacement dans leur résidence de campagne de Sandringham dans l'est de l'Angleterre en raison de l'état de santé de la souveraine. Ils se sont rendus sur place en hélicoptère, jeudi.

La reine assiste chaque année à la messe de Noël dans la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine de Sandringham depuis que sa famille observe cette tradition en 1988.

Reuters

Pas de signe de survivants Crash d'un avion russe en mer Noire

Un avion militaire russe s'est abîmé dimanche en mer Noire, sans "signes de survivants" parmi les 92 personnes à bord, dont des membres des choeurs de l'Armée Rouge qui allaient célébrer le Nouvel An avec les troupes en Syrie.

Selon le ministère de la Défense, le Tupolev Tu-154 a disparu des écrans radars à 05h27 (02h27 GMT), deux minutes après son décollage de l'aéroport de la station balnéaire de Sochi, situé dans la commune d'Adler, sur les côtes de la mer Noire. Il se rendait à la base aérienne de Hmeimim, près de Lattaquié en Syrie. "La zone de la catastrophe du Tu-154 a été déterminée. Il n'y a pas de signes de survivants constatés", a déclaré à la mi-journée le porte-parole de l'armée russe, Igor Konanchenkov, lors d'une intervention télévisée. Il a précisé que des débris de l'appareil avaient été découverts à 1,5 kilomètre de la côte, à environ 70 mètres de profondeur, par les quatre navires dépêchés sur place pour mener les recherches, assistés de quatre hélicoptères, d'un avion et de drones.

Selon les services russes d'enquête, l'appareil avait fait escale à Sochi pour être ravitaillé en kérosène. Les médias russes ont diffusé des photos postées sur les réseaux sociaux pendant la nuit par l'un des passagers depuis l'aérodrome de Tchkalovski, près de Moscou, d'où partent les vols organisés par l'armée pour la Syrie. L'avion transportait 84 passagers et huit membres d'équipage, a précisé le ministre.

La liste publiée par le ministère comprend 64 membres de l'Ensemble Alexandrov, connu lors de ses tournées à l'étranger sous le nom de choeurs de l'Armée Rouge et huit militaires dont le directeur de l'Ensemble Valéri Khalilov. Ils se rendaient en Syrie pour célébrer le Nouvel An avec les soldats russes déployés là-bas depuis septembre 2015 en soutien au régime de Bachar al-Assad, allié de longue date de la Russie.

"L'Ensemble Alexandrov, c'est la carte de visite de la Russie", a déploré le célèbre pianiste russe Denis Matsouev, cité par l'agence Ria-Novosti, évoquant une "terrible injustice".

L'avion transportait également neuf journalistes des chaînes de télévision Pervy Kanal, NTV et Zvezda, deux hauts fonctionnaires civils et la responsable d'une organisation caritative respectée en Russie, Elizavéta Glinka. Cette dernière, connue du grand public comme "Docteur Liza", transportait des médicaments pour l'hôpital universitaire de Lattaquié, a précisé le directeur du Conseil consultatif pour les droits de l'Homme auprès du Kremlin, Mikhaïl Fedotov, cité par l'agence Interfax.

La chancelière allemande Angela Merkel, le Premier ministre turc Binali Yildirim ainsi que l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou John Tefft ont exprimé leurs condoléances à la Russie. Le président Vladimir Poutine a annoncé qu'une journée de deuil national serait observée lundi en hommage aux victimes.

"Une enquête soignée sera menée pour déterminer les causes de la catastrophe et tout sera fait pour soutenir les familles des victimes décédées", a-t-il promis à la télévision publique. A sa demande, le Premier ministre Dmitri Medvedev a créé une commission d'enquête spéciale dirigée par le ministre des Transports Maxime Sokolov, qui devait se rendre à Sochi dès dimanche. Aucune hypothèse privilégiée n'a été avancée par les autorités pour le crash intervenu aux pieds du massif instable du Caucase et impliquant un appareil exploité depuis 33 ans. Selon le ministère de la Défense, l'appareil accumulait 6 689 heures de vol depuis 1983. Il avait été réparé pour la dernière fois en décembre 2014 et révisé en septembre dernier.

AFP



Mali

Une humanitaire française enlevée



Des recherches se poursuivaient hier pour retrouver une Française sexagénaire, Sophie Pétronin, à la tête d'une association d'aide à l'enfance, enlevée la veille à Gao, dans le nord du Mali, par des hommes armés.

Spécialisée dans l'assistance aux enfants mal nourris, au sein de l'association Aide à Gao, elle vivait depuis le début des années 2000 dans la grande ville du nord du Mali. Ce médecin nutritionniste avait échappé de justesse en 2012, grâce à l'aide de rebelles touareg qui l'avaient exfiltrée vers l'Algérie, aux islamistes armés qui avaient pris pendant plusieurs mois le

contrôle de Gao.

Dimanche, le ministère français des Affaires étrangères a confirmé le rapt, la veille de Noël, de Sophie Pétronin, assurant «qu'un lien avec les autorités maliennes, les autorités françaises sont pleinement mobilisées pour rechercher et libérer, le plus vite possible, notre compatriote». Le parquet de Paris a ouvert dans la foulée une enquête pour enlèvement et séquestration en bande organisée, selon une source judiciaire.

L'enquête a été confiée aux services de renseignement, la direction générale de la sécurité intérieure (Dgsi), et au commandement de gen-

darmerie prévôtale, la police judiciaire militaire auprès des Forces armées françaises à l'étranger, a précisé cette source.

«Nous poursuivons les recherches pour retrouver Sophie. Nous avons des hommes sur le terrain pour la retrouver. Mais jusque-là, il n'y a pas de résultat», a confié hier matin à l'AFP, une source de sécurité malienne.

Les soldats français de la force Barkhane (4 000 hommes dans la région du Sahel), qui disposent d'une base importante à Gao avec notamment des hélicoptères, «participent activement aux recherches aux côtés des Maliens», a, pour sa part, indiqué une source militaire française, sans davantage de précisions.

L'opération Barkhane a pris en août 2014 la suite de l'opération Serval, qui en janvier 2013 a mis en déroute les islamistes armés qui avaient conquis une grande partie du nord du Mali, et menaçaient de fondre sur la capitale.

Malgré cela, les immensités désertiques de la région sont impossibles à contrôler et le Nord du Mali reste une région instable, où les maquis jihadistes, les rebelles et les contrebandiers dictent par endroit leur loi.

AFP

Sétif

Saisie d'antiquités

Des pièces archéologiques ont été récupérées à Sétif par les services de la Gendarmerie nationale dans deux opérations distinctes ayant donné lieu à l'arrestation de quatre personnes âgées de 20 à 52 ans, a indiqué, samedi la cellule de communication du groupement de wilaya de ce corps de sécurité.

Opérée dans la commune de Mezlug par la brigade des investigations, la première opération a permis d'arrêter trois individus en possession d'une bague en cuivre et des pièces de monnaie en bronze de l'époque romaine, deux pièces de monnaie (dirham) de la dynastie fatimide et cinq morceaux de pierres fossilisées d'anciennes ères géologiques.

Selon la même source, les mis en cause ont indiqué avoir trouvé ces objets lors des travaux de terrassement effectués dans le village d'Ouled Kacem de cette commune.

Menée suite à des informations relatives à la vente suspecte par un homme de pièces d'art, la seconde opération a permis la récupération par la brigade de la Gendarmerie natio-

nale de la commune de Guellal de deux statues, ajoute la même source.

Réalisée par le sculpteur français Emile Louis Picault (1833-1915), la première oeuvre représente un guerrier romain sans épée debout sur un piédestal en cuivre, précise la même source. La seconde sculpture datant du XX^e siècle représente un homme et une femme vêtus en romains et assis sur une horloge inachevée, indique la même source qui souligne que les deux oeuvres ont été trouvées cachées dans un placard métallique placé dans un garage lors de la perquisition de la maison du suspect.

L'enquête a montré que les sculptures avaient été trouvées il y a deux années au douar El Madher dans une maison de la période coloniale qui appartenait à un colon français, est-il précisé. Les objets récupérés ont été remis au Musée public de Sétif et les mis en cause présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sétif, a indiqué la même source.

R. N.